ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 20 janvier 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités", amendé par le Vice-Premier Ministre et par le Secrétaire d'Etat les 22 mars et 30 mars 1984, a donné le 18 avril 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e januari 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel", door de Vice-Eerste Minister en door de Staatssecretaris op 22 maart en 30 maart 1984 geamendeerd, heeft de 18e april 1984 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

1. L'arrêté en projet trouve son fondement légal dans la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. Il serait plus clair de faire du visa de cette loi le premier alinéa du préambule.

2. Seul l'article 1er, § 4, d, de la loi du 10 juin 1952, visée à l'alinéa 1er (devenant 2), est modifié par l'arrêté en projet (article 91). Il serait dès lors plus conforme à l'usage de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, notamment l'article 1er, § 4, d;".

3. L'article 86 du projet trouve sa base légale dans l'article 2, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, modifié par la loi du 13 juillet 1973.

Les articles 92 à 94 du projet modifient certaines dispositions légales.

Il est dès lors proposé d'insérer, après l'alinéa 2, les alinéas suivants :

.../...

"Vu la loi du 27 juillet 1961 modifiant certaines dispositions du titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et rapportant la loi du 28 février 1961 complétant l'article 75 de la loi communale, notamment l'article 9;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 7;

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 2, alinéa 5, modifié par la loi du 13 juillet 1973;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 2, § 3, modifié par la loi du 11 juillet 1973;".

EXAMEN DU TEXTE.

De l'accord des délégués des Ministres, un texte sera proposé ci-après pour les dispositions qui ont été entièrement ou partiellement modifiées. Le Conseil d'Etat se rallie à la rédaction des dispositions qui ne figurent ni dans le commentaire des articles ni dans le texte proposé.

.../...

DISPOSITIF.

Article 2.

L'article ne constitue qu'une annonce de l'article 98 relatif à l'entrée en vigueur des différentes dispositions de l'arrêté en projet. Il est superflu et il doit donc être omis.

Un nouvel article, qui compléterait l'article 1er, sera proposé.

Article 3.

Au paragraphe 1er, le membre de phrase initial devrait commencer par les mots : "Sauf les exceptions prévues à l'article 4, le régime ...".

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, 2°, se borne à constater que les services des Exécutifs des Communautés et des Régions seront soumis "par voie de conséquence" au régime applicable aux administrations et aux services de l'Etat. La règle résulte déjà de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Mieux vaudrait ne pas la répéter dans l'arrêté en projet afin de ne pas laisser supposer qu'il pourrait en aller autrement pour l'application de textes qui ne contiendraient pas la même constatation expresse.

Le 3° du même paragraphe 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"3° des organismes d'intérêt public énumérés à l'annexe I du présent arrêté;".

Le 4°, a, du paragraphe 1er, alinéa 1er, mentionne les "fédérations de communes", bien qu'il n'en existe plus actuellement. Il devrait logiquement citer aussi les "associations de provinces", bien qu'il n'en existe pas non plus.

La seconde partie du 4°, b, du paragraphe 1er, alinéa 1er, et le paragraphe 2 qui le suit, doivent être compris à la lumière de l'article 23 de la loi, qui impose la création de comités particuliers distincts pour l'enseignement officiel subventionné, aussi longtemps que ne seront pas créées les commissions paritaires prévues par la législation sur l'enseignement.

Il faut prendre les mots : "le personnel de l'enseignement officiel subventionné" dans leur sens étroit, à savoir, le personnel rémunéré par des subventions-traitements. La loi du 29 mai 1959 accorde celles-ci :

- au personnel directeur et enseignant,
- au personnel auxiliaire d'éducation,
- au personnel des homes pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe (article 27, § 1er, alinéa 2),
- dans l'enseignement spécial, aux membres du personnel médical, paramédical, psychologique et social (article 27, § 2, alinéa 1er).

Mais, selon l'article 27, § 1er, alinéa 2, les subventions-traitements peuvent aussi être accordées aux catégories de membres du personnel administratif fixées par arrêté royal

.../...

délibéré en Conseil des Ministres.

Toutes ces catégories seront soumises au régime des commissions paritaires, alors que tous les agents non rétribués par des subventions-traitements resteront régis par le régime syndical général.

Pour que tous les membres du premier groupe soient désignés à coup sûr, il paraît indispensable de recourir à la notion de subvention-traitement; le second groupe pourrait être défini a contrario.

En ce qui concerne "les centres P.M.S.", il ressort des travaux préparatoires de la loi du 1er avril 1960 instituant lesdits centres, que cette loi doit être considérée comme une annexe au "Pacte scolaire", concrétisé par la loi du 29 mai 1959. Dès lors, le personnel des centres rémunérés par une subvention-traitement relèvera, lui aussi, des comités particuliers distincts.

Article 9.

Il conviendrait :

- de supprimer les signes "§ 1er", "§ 2" et "§ 3";
- d'intervertir les deux derniers alinéas, ex §§ 2 et 3.

.../...

Article 17.

Au début du paragraphe ler, il faudrait écrire : "Le comité des services publics provinciaux et locaux visé à l'article 3, § ler, 2°, de la loi est créé ...".

Il ressort du texte même du paragraphe 2, confirmé par les indications fournies au Conseil d'Etat, que les sous-comités visés à ce paragraphe ont les mêmes attributions que le comité visé au paragraphe ler et ne s'en distinguent que par la composition de la délégation de l'autorité administrative et, en particulier, par la qualité des présidents et vice-présidents.

Dès lors, le terme de "sections" semblerait plus adéquat que le terme de "sous-comités".

Le terme "sections" devrait également être substitué au terme "sous-comités" au paragraphe 3.

Article 18.

Il y aurait lieu d'écrire, au début de l'article : "Le comité commun à l'ensemble des services publics, visé à l'article 3, § ler, 3°, de la loi est créé ...".

Article 19.

Il n'appartient pas au Roi de limiter à 3 le nombre des comités de secteur que les Exécutifs communautaires et régionaux devront créer.

.../...

L'annexe ne doit comporter aucune indication à ce sujet.

Article 20.

Il y aurait lieu d'écrire, au paragraphe ler :

- alinéa ler, 3° : "... qui en est le président, le président du centre public d'aide sociale étant le vice-président";
- alinéa ler, 7° : "... de l'agglomération bruxelloise, pour leur personnel respectif, auprès du président de chaque commission, qui est également président du comité particulier";
- alinéa 2 : "le président de chaque comité particulier non communal désigne un vice-président".

Article 23.

Il conviendrait de supprimer les signes "§ ler" et "§ 2" dans l'article. Cette observation vaut également pour l'article 24.

Article 24.

A l'alinéa ler, il y aurait lieu d'écrire : " ...; il fixe la date des réunions, après avoir entendu les organisations syndicales" et d'ajouter, dans le texte néerlandais : "Hij leidt de debatten en handhaaft de orde in de vergaderingen".

A la fin de l'alinéa 2 (ex § 2), il faudrait écrire, dans le texte néerlandais : " ... binnen welke de onderhandelingen moeten worden beïndigd" et remplacer, dans le texte français, les mots "être clôturées" par les mots "être terminées".

.../...

Article 25.

Aux alinéas 2 et 3, il y aurait lieu de supprimer les démonstratifs et d'écrire "le délai".

Par ailleurs à l'alinéa 2, le mot "prolongé" devrait être remplacé par le mot "prorogé", dans le texte français.

Article 29.

Il y aurait lieu d'écrire :

- au 2°, "les noms des membres ...";
- au 3°, "les dénominations des organisations syndicales ...";
- au 4° du texte français, "les noms des techniciens;";
- à la fin du 6° du texte français, " ... est terminée".

Article 30.

A l'alinéa 3, il y aurait lieu de supprimer le démonstratif et d'écrire "le projet".

A la fin de l'alinéa 5, il conviendrait d'écrire :
" ... après avoir entendu les organisations syndicales intéressées

Article 31.

Au début du paragraphe 1er, mieux vaudrait écrire :
"L'ordre du jour, avec la documentation annexée, ...".

.../...

Au deuxième et au troisième tiret du paragraphe 2, il faudrait remplacer les mots "du sous-comité visé" par les mots "de la section visée".

Article 32.

A la fin de l'alinéa 2, il conviendrait d'écrire : " ... des sections créées en son sein".

Article 34.

Il y aurait lieu de supprimer les signes "§ ler", "§ 2" et "§ 3". Cette observation vaut également pour les deux signes qui figurent à l'article 35.

A la fin de l'alinéa ler, il faut écrire : " ... des services publics qui dépendent de celui-ci". Cette observation vaut aussi pour la fin de l'alinéa ler de l'article 35.

Article 37.

Les signes "§ ler" et "§ 2" devraient être supprimés dans l'article.

Article 40.

L'alinéa ler devrait débuter ainsi qu'il suit :

.../...

"Lorsque des membres du personnel de services publics qui relèvent soit de plusieurs comités de secteur, soit de plusieurs comités particuliers, soit de plusieurs comités de l'une et l'autre catégories, occupent ...".

Article 42.

Au début du paragraphe ler, alinéa 2, il faut écrire "Les ministres intéressés" et non "Les ministres concernés".

Par ailleurs, dans le même alinéa 2, ainsi que dans l'alinéa 2 du paragraphe 2, mieux vaudrait écrire : " ... dans les comités de concertation de base et dans les comités intermédiaires de concertation ...".

Article 46.

Il ressort des mots "envoi de la demande" qu'il s'agit d'une demande écrite. Mieux vaudrait l'indiquer expressément.

Il est proposé de répartir différemment les dispositions des articles 46 et 47.

Article 65.

Suivant cette disposition,

"La demande en vue d'un réexamen, visée à l'article 14, § 2, de la loi, ne peut être introduite que durant la quatrième année civile de la période de six ans visée à l'article 14, § ler, de la loi".

.../...

L'article en projet doit être rapproché de l'article 14, § 2, de la loi, aux termes duquel :

> "§ 2. Une organisation syndicale dont la commission a constaté qu'elle ne satisfait pas aux dispositions visées au § ler, alinéa ler, peut demander un nouvel examen avant l'expiration de la période de six ans, si elle croit que depuis cette constatation elle répond bien aux conditions imposées.
>
> Si, à la suite de ce nouvel examen, il apparaît que l'organisation syndicale satisfait aux conditions prévues, celle-ci peut immédiatement siéger dans les comités pour lesquels elle est considérée comme représentative".

Il ressort de la simple confrontation des deux dispositions que l'article 65 du projet, tel qu'il est rédigé, ajoute à la loi une condition de délai. Certes, il est compréhensible que le Gouvernement souhaite prévenir la répétition de demandes nouvelles qui s'analyseraient en des sortes de recours contre les décisions prises. Cependant, l'hypothèse visée par l'article 14, § 2, de la loi est le fait nouveau consistant notamment en un accroissement de l'effectif d'un syndicat et, par conséquent, de sa représentativité.

Si des abus étaient à craindre, c'est au législateur qu'il appartiendrait, le cas échéant, d'établir un autre critère ou un critère supplémentaire, notamment de délai.

L'article doit donc être omis de l'arrêté en projet.

Article 68.

L'article répète inutilement l'obligation de secret portée par l'article 14, § ler, alinéa 5, de la loi.

.../...

Pour le surplus, l'obligation au secret résulte de la nature même des fonctions exercées.

L'article doit donc être omis.

Il est suggéré de faire de l'article 69, alinéa 1er, un article 68 et de l'alinéa 2 un article 69, ce qui rétablit la numérotation.

+

Le titre VI, qui est relativement long, gagnerait à être divisé en chapitres comme suit, les articles indiqués entre parenthèses étant ceux du projet et non ceux du texte proposé :

Chapitre Ier. Enumération des délégués syndicaux (article 71)

Chapitre II. Des dirigeants responsables et de leurs mandataires permanents (article 72).

Chapitre III. Des délégués permanents (articles 73 à 79).

Chapitre IV. Disposition commune aux dirigeants responsables à leurs mandataires permanents et aux délégués permanents (article 82).

Chapitre V. Des autres délégués syndicaux (articles 80, 81, 83 et 84).

Chapitre VI. Dispositions communes à tous les délégués syndicaux (articles 85 à 87).

.../...

Article 71.

L'article 18 de la loi définit lui-même les délégués syndicaux. Ce sont "les délégués des organisations syndicales (qui exercent) leur activité au sein des services publics".

Le même article dispose :

- que le Roi établit les règles applicables à ces délégués;
- qu'Il fixe la position administrative des délégués-agents, notamment en déterminant les périodes de mission syndicale assimilées à des périodes de service.

L'arrêté ne doit donc pas définir; il explicite, en énumérant.

Au 1°, les listes visées aux articles 7 et 54 énumèrent des dirigeants responsables, et non des organisations syndicales.

Le 8° est transitoire, comme l'article 95 auquel il se réfère. Il doit donc être omis ici. C'est une raison de plus de ne pas écrire en tête de l'article 71 : "Pour l'application de l'article 18".

Article 82 (devenant l'article 80).

Cette disposition trouverait une place plus logique immédiatement après l'article 79 du projet, sous le chapitre IV, "Disposition commune aux dirigeants responsables, à leurs mandataires permanents et aux délégués permanents".

.../...

Article 85.

On observera que le texte proposé, qui ne pouvait évidemment pas s'écarter, quant au fond, du texte du projet, ne prévoit ni un acte qui aurait l'effet de priver le délégué syndical de l'exercice des prérogatives indiquées, ni une procédure qui entourerait la prise de la décision d'un minimum de garanties, notamment quant au respect des droits de la défense. Cette lacune risque de donner lieu à de sérieuses difficultés d'application de la disposition.

Article 86.

Bien qu'un texte soit proposé pour cet article, conformément aux intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat se demande s'il n'y a pas plus d'inconvénients que d'avantages à répéter, dans un texte réglementaire, la règle qui se trouve déjà inscrite dans l'article 2, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1967.

Il semblerait suffisant que, dans le rapport au Roi, le Gouvernement précise que les délégués syndicaux, même non agréés, doivent être considérés, pour l'application de la loi précitée, comme des représentants du personnel reconnus en cette qualité par l'autorité, en vertu de l'arrêté royal en projet.

Articles 88 à 90.

Par ces articles, le projet exécute l'article 23, alinéa 1er, deuxième phrase, de la loi, en raison du fait que les commissions paritaires de l'enseignement officiel subventionné ne sont pas créées actuellement. Si elles venaient à être créées

avant l'adoption du projet, ces articles devraient être omis.

Article 91.

Il serait plus conforme à l'usage d'écrire, dans la phrase liminaire : " ... est complété par les alinéas suivants :".

En outre, il serait préférable de rédiger le texte néerlandais de l'alinéa 5 en projet comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 92.

Il serait plus conforme à l'usage de rédiger la fin de la phrase liminaire de la manière suivante : " ... est complété par l'alinéa suivant :".

Dans l'alinéa 3 en projet, il faut écrire " ... visés à l'alinéa 2, ..." au lieu de "visés à l'alinéa précédent".

Afin de respecter l'ordre chronologique, cet article devrait prendre place après l'article 94.

Article 93.

Il serait plus conforme à l'usage de rédiger la fin de la phrase liminaire comme suit : " ... est complété par l'alinéa suivant :".

Dans l'alinéa 4 en projet, il faut écrire "La consultation prévue aux alinéas 1er et 2 est remplacée ...".

.../...

Article 97.

L'article, qui crée un sous-comité au sein du comité commun à l'ensemble des services publics, n'est pas une disposition "finale", mais une disposition organique, qui doit devenir le paragraphe 2 de l'article 18.

Articles 95, 96 et 98 à 110.

L'ordre suivant est proposé pour ces articles :

1° les articles qui concernent une première application ou une dispense provisoire d'application, et qui sont donc temporaires mais non transitoires à proprement parler :

- l'article 109 (pour l'article 18, § 2, ex-article 97 du projet),
- l'article 108 (pour les articles 51 et 53),
- l'article 96 (pour l'article 77);

2° les dispositions transitoires proprement dites, à savoir :

a) celles qui maintiennent en vigueur l'ancien régime aussi longtemps qu'il le faut (articles 99 à 104 et 110),

b) celles qui maintiennent en particulier les prérogatives actuelles des organisations syndicales (articles 105 et 107),

c) celles qui maintiennent les prérogatives des membres du personnel et des non-membres en raison de leur activité syndicale (articles 106 et 95);

.../...

3° l'entrée en vigueur progressive (article 98), pour laquelle le renvoi à un tableau synoptique, qui formerait l'annexe II, est proposé.

Article 111.

L'article 111 et dernier étant l'exécutoire, on constate qu'il n'y a pas d'abrogatoire. On peut se demander s'il ne faudrait pas mettre une date limite au passage - aussi ingénieusement organisé soit-il - de l'ancien régime au nouveau, afin d'être sûr qu'aucun vestige du premier ne subsistera indûment.

+

+ +

.../...

DISPOSITIF PROPOSE.

Article ler.-

Dans le présent arrêté :

1° les mots "la loi" désignent la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifiée par les lois des 20 juin 1975, ler septembre 1980 et 19 juillet 1983;

2° les mots "membres du personnel" désignent les personnes auxque les le régime institué par la loi est rendu applicable;

3° les mots "services publics" désignent les administrations, ins titutions, établissements, organismes d'intérêt public et services, aux membres du personnel desquels le régime institué par la loi est rendu applicable;

4° les mots "conditions de représentativité" désignent les conditions préalables d'aptitude à la représentativité énoncées aux articles 7 et 8 de la loi;

5° les mots "critères de représentativité" désignent les critères en matière d'effectifs syndicaux visés à l'article 8 de la loi

6° les mots "la Commission" désignent la commission de vérificati de la représentativité visée à l'article 14 de la loi.

Article 2.-

Sauf disposition contraire expresse, la dénomination "comités particuliers" désigne à la fois les comités particuliers

.../...

ordinaires prévus à l'article 4, § ler, 2°, de la loi et les comités particuliers distincts prévus à l'article 23, alinéa ler, de la loi.

.....

Article 3.-

§ ler. ...

Alinéa 2.

Sont compris parmi les membres du personnel visé à l'alinéa ler, 4°, les membres non rémunérés par des subventions-traitements du personnel de l'enseignement officiel subventionné organisé par les autorités énumérées audit 4°, et des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés qui dépendent de ces autorités.

§ 2. Jusqu'à ce que soient créées les commissions paritaires prévues par la législation de l'enseignement pour l'enseignement officiel subventionné, le régime institué par la loi est rendu applicable aux membres du personnel définitif, stagiaire, temporaire ou auxiliaire, même engagés sous contrat de travail, qui sont rémunérés par des subventions-traitements et qui appartiennent à l'enseignement officiel subventionné, à l'inspection dudit enseignement ou aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.

Article 4.-

...

4° aux membres du personnel civil qui sont engagés sous contrat de droit allemand au service des forces armées belges en

.../...

République fédérale d'Allemagne;

.....

Article 5.-

§ ler. La négociation prévue à l'article 2, §§ ler et 2, et la concertation prévue à l'article 11, § ler, de la loi ne sont pas requises :

1° lorsque la mesure à prendre concerne l'organisation de la sécurité ou de la défense nationales;

2° en cas de calamités naturelles ... (comme au 2° du projet);

3° en cas d'accidents ou de fléaux ... (comme au 3° du projet);

4° dans les autres cas qui seront déterminés par des arrêtés royaux ultérieurs, après négociation syndicale.

.....

Article 6.-

Les mesures prises à la suite de la négociation ou de la concertation mentionnent la date du protocole ou de l'avis motivé, visés respectivement à l'article 9 et à l'article 11, § ler, alinéa 3, de la loi.

.../...

TITRE II - ACTIVITE SYNDICALE.

Chapitre ler. - De la manière dont les organisations syndicales sont agréées et cessent de l'être.

Article 7.-

§ ler. Sont agréées auprès de tous les services publics, les organisations syndicales qui défendent les intérêts professionnels de tous les membres du personnel de ces services, dès qu'elles ont fait parvenir au président du comité commun à l'ensemble des services publics, sous pli recommandé à la poste, la copie de leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables.

Les organisations syndicales sont agréées auprès des seuls services publics dont relève le personnel dont elles défendent les intérêts professionnels, dès qu'elles ont fait parvenir,par lettre recommandée à la poste, la copie de leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables, ainsi que la liste des services publics et des catégories de personnel qui relèvent de leur champ d'activité statutaire :

a) au président du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux, s'il s'agit de services publics qui relèvent d'un comité de secteur;

b) au président du comité des services publics provinciaux et locaux, s'il s'agit de services qui relèvent d'un comité particulier.

§ 2. Dès la réception de ces documents, le président fait publier au Moniteur belge la dénomination, l'adresse, le numéro de téléphone et le champ d'activité de chaque organisation syndicale agréée.

.../...

Il fait publier, de même, les modifications apportées à ces indications.

Article 8.-

§ ler. Les organisations syndicales cessent d'être agréées :

1° si elles ne portent pas à la connaissance du président compétent, dans les trois mois, les modifications apportées à leurs statuts ou à la liste de leurs dirigeants responsables;

2° si elles n'effectuent pas dans les délais requis les versements visés à l'article 78.

§ 2. Dans le cas visé au paragraphe ler, 1°, le retrait procède d'une décision motivée du président visé à l'article 7, § ler. L'organisation syndicale est préalablement invitée à faire présenter des explications par un ou plusieurs de ses dirigeants responsables.

Dans le cas visé au paragraphe ler, 2°, le retrait s'opère conformément à la procédure prévue à l'article 79.

§ 3. Dans les dix jours qui suivent la décision de retrait, l'organisation syndicale en est avisée par pli recommandé à la poste. La décision est publiée par extrait au Moniteur belge.

Chapitre II. - Les prérogatives des organisations syndicales

Article 9.-

Les organisations syndicales agréées exercent leurs prérogatives dans les services publics auprès desquels elles

sont agréées et pour le seul personnel dont elles défendent les intérêts professionnels.

Les organisations syndicales représentatives qui siègent dans un comité général, exercent leurs prérogatives dans le ressort de ce comité.

Les organisations syndicales représentatives qui ne siègent pas dans un comité général exercent leurs prérogatives dans le ressort des comités de négociation dans lesquels elles siègent.

Article 10.-

L'agent qui demande à être assisté par son organisation syndicale n'en est pas moins tenu de faire immédiatement les déclarations que ses supérieurs hiérarchiques estiment devoir recueillir d'urgence.

Article 11.-

Les avis des organisations syndicales ne sont affichés dans les locaux des services dont elles défendent les intérêts professionnels du personnel qu'après qu'ils ont été visés par le fonctionnaire désigné à cet effet par l'autorité.

Ce visa est donné immédiatement. Il ne peut être refusé que si l'avis porte atteinte à la dignité des personnes, des institutions ou des autres organisations syndicales, ou s'il contient des faits auxquels l'autorité compétente attribue un caractère confidentiel.

Les avis sont affichés à des endroits bien visibles, préalablement désignés par l'autorité.

Article 12.-

Les organisations syndicales reçoivent, à leur demande et au prix de revient, la documentation de caractère général qui concerne la gestion du personnel qu'elles représentent, à l'exclusion des documents qui ne peuvent être consultés que sans déplacement.

Article 13.-

L'autorité compétente détermine, de commun accord avec les organisations syndicales représentatives intéressées, les jours et heures pendant lesquels celles-ci sont autorisées à percevoir les cotisations syndicales dans les locaux de service.

Article 14.-

Toute organisation syndicale représentative a le droit de se faire représenter par un délégué auprès du jury de chaque concours ou examen de recrutement de membres du personnel qu'elle représente, ainsi qu'auprès du jury de chaque concours, épreuve ou examen organisé pour les membres dudit personnel.

Le délégué doit s'abstenir de toute intervention dans le déroulement normal du concours, de l'épreuve ou de l'examen. Il ne peut prendre part à la délibération du jury, ni recevoir copie du procès-verbal des opérations, mais il peut faire acter ses remarques au procès-verbal ou dans une annexe".

.../...

Article 15.-

Les organisations syndicales représentatives peuvent tenir des réunions dans les locaux administratifs, même pendant les heures de service. Les lieux, jours et heures de ces réunions sont fixés de commun accord avec l'autorité compétente.

.....

Article 16.-

Le comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux, visé à l'article 3, § ler, 1°, de la loi, est créé auprès du Service d'administration générale. Le Ministre de la Fonction publique en est le président. Le Ministre du Budget en est le vice-président.

.....

Article 18.-

§ ler. Le comité commun à l'ensemble des services publics visé à l'article 3, § ler, 3°, de la loi, est créé auprès des Services du Premier Ministre. Le Premier Ministre en est le président. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de l'Intérieur en sont les vice-présidents.

§ 2. Il est créé, au sein du comité commun à l'ensemble des services publics, un sous-comité qui a pour mission :

1° d'émettre les avis prévus aux articles 76 et 79;

2° d'émettre, à la demande d'une autorité ou d'une organisation syndicale, des avis sur les différends individuels relatifs

à l'application du régime institué par la loi;

3° d'élaborer, à la demande d'une autorité ou d'une organisation syndicale, les directives générales relatives à l'application dudit régime et plus particulièrement :

- aux prérogatives des organisations syndicales,
- à l'intervention des délégués syndicaux dans les services publics,
- au fonctionnement des comités de négociation et de concertation.

Les organisations syndicales visées à l'article 7 de la loi sont représentées au sous-comité. Le Premier Ministre détermine la composition de la délégation de l'autorité conformément aux dispositions relatives à la composition du comité commun à l'ensemble des services publics.

Le règlement d'ordre intérieur du comité commun à l'ensemble des services publics règle aussi le fonctionnement du sous-comité.

Article 19.-

Il est créé des comités de secteur dont la dénomination, la présidence, éventuellement la vice-présidence, et le ressort sont déterminés conformément à l'annexe I.

.../...

Article 20.-

...

§ 2. Les comités particuliers visés au paragraphe 1er ne sont pas compétents pour les membres du personnel visés à l' article 3, § 2.

.....

Article 21.-

...

§ 2.

Alinéa 2. Les membres de la délégation de l'autorité sont choisis par le président de chaque comité parmi les personnes qui, à quelque titre que ce soit, ont qualité pour engager les autorités publiques intéressées.

.....

Article 22.-

Ni l'absence d'un ou de plusieurs membres, régulièrement convoqués, de la délégation de l'autorité ni celle d'une ou de plusieurs délégations d'organisations syndicales, régulièrement convoquées, ne vicie la validité des négociations.

.....

Article 25.-

...

Alinéa 4.

A l'expiration du délai fixé conformément au présent article, la négociation est terminée et le président établit le projet de protocole visé à l'article 30.

Article 28.-

Au début de la réunion, toute délégation a le droit de faire ajouter de nouveaux points à l'ordre du jour.

En cours de séance, une délégation peut proposer toute modification à l'ordre du jour. Celle-ci, pour être effective, doit être acceptée à l'unanimité par les délégations présentes.

.....

Article 30.-

...

Alinéa 2.

Toutefois, sur proposition d'une délégation et après avoir entendu les autres délégations intéressées dans le délai précité de quinze jours, le président peut modifier ce délai.

.....

Article 33.-

Les frais de fonctionnement de chaque comité et de chaque section sont à charge de l'administration ou de la personne de droit public à la tête de laquelle se trouve le président du comité.

.....

.../...

Article 34.-

...

Alinéas 2 et 3.

Chaque Ministre crée, pour les services compris dans le ressort d'un comité de secteur et qui sont placés sous son autorité ou son contrôle, des comités de base dont il détermine le ressort. Il peut créer, pour les mêmes services, des comités intermédiaires, dont il détermine le ressort.

.....

Article 36.-

L'ensemble des ressorts des comités de concertation de base doit correspondre au ressort du comité supérieur de concertation.

Le ressort d'un comité intermédiaire de concertation doit correspondre aux ressorts d'au moins deux comités de concertation de base.

.....

Article 39.-

Toutes les attributions qui, dans les entreprises privées, sont confiées aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, sont exercées par les comités de concertation de base ou, à défaut, par les comités supérieurs de concertation.

Les ministres qui exercent leur autorité ou leur contrôle sur les services publics compris dans le ressort d'un comité de secteur, peuvent, après concertation au sein du comité

.../...

supérieur de concertation intéressé, confier, en tout ou en partie, les attributions précitées à un ou plusieurs comités intermédiaires de concertation. Le président du comité supérieur de concertation créé dans le ressort d'un comité particulier peut faire de même après concertation au sein de son comité.

.....

Article 42.-

...

§ 3. Le président du comité général qui crée un comité spécial de concertation, en confie la présidence à l'autorité qu'il désigne et qui sera, le cas échéant, un gouverneur de province.

Ce président désigne à son tour son suppléant, les membres de la délégation de l'autorité et leurs suppléants.

§ 4. Les membres de la délégation de l'autorité sont des personnes qui, à quelque titre que ce soit, ont qualité pour engager les autorités publiques intéressées, ou des membres du personnel dirigeant nommés à titre définitif et occupés depuis un an au moins dans un service public compris dans le ressort du comité de concertation intéressé.

§ 5. La délégation de l'autorité peut s'adjoindre des techniciens.

.../...

Article 43.-

La délégation de chaque organisation syndicale se compose de trois membres au maximum, que l'organisation choisit librement, et auxquels peuvent être adjoints des techniciens.

Article 44.-

Dans chacun des comités de concertation visés à l'article 39, le membre du personnel chargé de la direction du service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail est membre de droit de la délégation de l'autorité pour les réunions relatives aux attributions qui, dans les entreprises privées, sont confiées aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

Dans chacun des comités spéciaux de concertation, le président désigne celui des membres du personnel chargés de ladite direction qui est membre de droit de la délégation de l'autorité.

.....

Article 46.-

Toute organisation syndicale qui siège dans un comité de concertation peut demander par écrit au président d'inscrire

.../...

à l'ordre du jour une question susceptible de faire l'objet d'une concertation.

Le président peut pour des motifs impérieux refuser d'inscrire un point à l'ordre du jour. Dans ce cas, il doit faire connaître les motifs de son refus au comité et à l'organisation syndicale intéressée, dans les quinze jours de l'envoi de la demande.

Article 47.-

Les articles 23 à 28, 31, § ler, 32, alinéa ler, et 33 sont applicables mutatis mutandis aux comités de concertation.

Les articles 23, alinéa ler, 24, alinéa ler, et 28 ne sont applicables qu'aux comités chargés des attributions des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

Article 48.-

(Comme au projet, sauf à écrire, à l'alinéa 2, 3°, "la dénomination des organisations syndicales présentes, excusées ou absentes et le nom des membres des délégations ...") .

Article 49.-

§ ler. Dans les quinze jours qui suivent la réunion, une copie des procès-verbaux est envoyée, sous pli recommandé à la poste, aux membres effectifs et suppléants de la délégation de l'autorité et aux organisations syndicales intéressées.

.../...

§ 2. Les membres de la délégation de l'autorité et les organisations syndicales disposent d'un délai de quinze jours ouvrables après l'envoi du procès-verbal, pour communiquer leurs observations au président. La date de la poste fait foi de l'envoi.

Toutefois, sur proposition d'une délégation et après avoir entendu les autres délégations intéressées dans le délai précité de quinze jours, le président peut modifier ce délai.

Si aucune modification de texte n'est proposée dans le délai, le procès-verbal devient définitif.

La demande de rectification est soumise par le président au comité de concertation lors de sa plus prochaine réunion. Si aucun accord n'est trouvé, les positions divergentes sont actées au procès-verbal.

§ 3. Une copie des procès-verbaux est adressée aux autorités intéressées.

Article 50.-

Les motifs pour lesquels la décision d'une autorité s'écarte de l'avis motivé formulé par le comité de concertation, sont communiqués dans le mois aux membres de la délégation de l'autorité et aux organisations syndicales.

.....

Article 51 (article 51 du projet amendé).-

Pour l'application de l'article 8 de la loi, il y a lieu d'entendre :

1° par "membres du personnel" :

a) pour les services publics visés à l'article 3, § 1er, 1° à 3°, et § 2 : les membres du personnel qui sont occupés, à la "date de référence" définie ci-après, dans le ressort d'un comité pour l'accès auquel une organisation syndicale est soumise à l'examen des critères de représentativité, à l'exception des personnes engagées dans le cadre du troisième circuit de travail ou dans un cadre spécial temporaire;

b) pour les services publics provinciaux visés à l'article 3, § 1er, 4° : les membres du personnel pour lesquels une cotisation est due à la Caisse spéciale pour allocations familiales des administrations locales et régionales, en vertu des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, en raison de leurs prestations effectives ou d'une situation assimilée, au cours du deuxième trimestre de l'année de référence;

c) pour les autres services publics visés à l'article 3, § 1er, 4° : les membres du personnel qui, à la date de référence, accomplissent des prestations effectives ou se trouvent dans une situation assimilée aux prestations effectives, à condition que celles-ci donnent lieu, en vertu des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, au paiement, pour le deuxième trimestre de l'année de référence, d'une cotisation à la Caisse spéciale pour allocations familiales des administrations locales et régionales.

2° par "effectif" : l'ensemble des membres du personnel définis au 1°;

3° par "affilié cotisant" : le membre du personnel qui a payé la cotisation syndicale pour chaque mois de la "période de référence", définie ci-après, dans laquelle se situe la "date de référence".

La "date de référence" est le 30 juin de l'année qui précède celle dans laquelle se situe le début de chaque période de six ans visée à l'article 14, § ler, de la loi ou, le cas échéant, le 30 juin de l'année qui précède celle durant laquelle est introduite la demande d'un contrôle intermédiaire, visée à l'article 14, § 2, de la loi et à l'article 65 du présent arrêté.

La "période de référence" est la période de six mois à partir du premier jour du quatrième mois de l'année dans laquelle se situe la date de référence.

La "cotisation syndicale" est celle qui, pour le mois dans lequel se situe la date de référence, est au moins égale à 0,77 pour cent de la rémunération mensuelle garantie brute indexée, telle qu'elle est en vigueur le ler juillet de l'année qui précède la date de référence. Elle est calculée sur la base du montant le plus bas qui figure à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères. Le résultat de cette opération est arrondi au multiple de cinq inférieur.

.../...

Article 52.-

Le point de départ de la première des périodes de six ans visées à l'article 14, § 1er, de la loi est le (jour, mois, année).

.....

Article 53.-

Toute organisation syndicale qui souhaite siéger dans un comité de négociation, introduit à cet effet une demande auprès :

- du président du comité commun à l'ensemble des services publics, pour pouvoir siéger à la fois dans les trois comités généraux et dans un ou plusieurs des comités de secteur, des comités particuliers ou des uns et des autres;

- du président du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux, pour pouvoir siéger dans un ou plusieurs comités de secteur;

- du président du comité des services publics provinciaux et locaux, pour pouvoir siéger dans un ou plusieurs comités particuliers.

La demande est signée par un dirigeant responsable et envoyée par pli recommandé à la poste dans les trente premiers jours de l'une des périodes de six ans visées à l'article 14, § 1er, de la loi.

La tardiveté de la demande prive l'organisation candidate du contrôle de sa représentativité.

.../...

Article 54.-

Toute organisation syndicale affiliée à un syndicat représenté au Conseil national du travail, qui demande à pouvoir siéger dans un comité de négociation et qui ne s'est pas conformée à l'article 7 du présent arrêté, joint à sa demande ses statuts et la liste de ses dirigeants responsables.

Elle est tenue de communiquer dans les trois mois et sous pli recommandé à la poste, au président auquel la demande pour siéger dans les comités généraux a été adressée, les modifications qui seraient apportées à ses statuts et à la liste de ses dirigeants responsables.

Article 55.-

Le président vérifie, dans les soixante jours de la réception de la demande, si l'organisation syndicale satisfait aux conditions de représentativité.

Dans l'affirmative, il communique immédiatement sa décision à l'organisation syndicale.

Dans la négative, ou s'il appert que les données fournies ne lui permettent pas de se prononcer, il communique sans délai ses constatations à l'organisation syndicale et l'invite à fournir des explications dans le délai, d'au moins trente jours, qu'il détermine. Le non-respect de ce délai entraîne l'exclusion de la suite des opérations de contrôle.

Le président communique sa décision finale dans les dix jours de l'expiration de ce délai.

Les communications au président et aux organisations syndicales se font sous pli recommandé à la poste.

Article 56.-

§ ler. Dans un délai de dix jours après qu'il a statué sur toutes les demandes qui lui ont été régulièrement adressées pour siéger dans les trois comités généraux, le président communique à la commission la liste des organisations syndicales qui satisfont aux conditions de représentativité.

Cette liste porte indication des adresses et numéros de téléphone. Elle est publiée, ainsi que ses modifications ultérieures, au Moniteur belge, par les soins du président, sauf si cette publication a déjà été faite en application de l'article 7, § 2.

§ 2. Dans un délai de dix jours après qu'il a statué sur toutes les demandes qui lui ont été régulièrement adressées pour pouvoir siéger dans un comité de secteur ou un comité particulier déterminé, le président communique à la commission la liste des organisations syndicales qui satisfont aux conditions de représentativité.

Article 57.-

Dans les soixante jours de la publication visée à l'article 56, § ler, le président du comité commun à l'ensemble des services publics invite les organisations syndicales intéressées à négocier au sujet de la détermination des réglementations de base visées à l'article 2, § ler, 1°, de la loi.

.../...

Article 58.-

Comme au projet, sauf à écrire, à l'alinéa 2, dans le texte français, "les éléments de preuve qui lui sont soumis" au lieu de "les éléments probants qui lui sont produits".

Article 59.-

Les autorités sont tenues de fournir à la Commission, dans les délais qu'elle détermine, tous les renseignements qui sont nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Article 60.-

Les organisations syndicales sont tenues de fournir à la Commission, dans les délais qu'elle fixe et sous peine d'exclusion des opérations ultérieures de comptage, tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Article 61.-

Dès le début de ses opérations de contrôle, la Commission invite chaque organisation syndicale à désigner un délégué pour la représenter aux opérations de contrôle qui la concernent.

Article 62 (article 62, § 1er, du projet amendé).-

Dès que la Commission reçoit la liste des organisations syndicales qui demandent à siéger dans tous les comités de secteur, dans tous les comités particuliers ou dans les uns et les autres en vertu de l'article 8, § 1er, 1°, et § 2, 1°, de la loi, elle examine, sans attendre la réception des listes visées à l'article 63, si les organisations syndicales intéressées satisfont aux critères de représentativité visés aux dispositions précitées de la loi.

La Commission clôt cet examen aussitôt que possible et au plus tard dans les six mois de la réception de la liste visée à l'alinéa ler.

Dans les dix jours qui suivent l'achèvement de cet examen, la Commission communique sa décision aux organisations syndicales intéressées, sous pli recommandé à la poste, ainsi qu'au Ministre de la Fonction publique ou au Ministre de l'Intérieur, selon qu'il s'agit des comités de secteur ou des comités particuliers.

Article 63 (article 62, § 2, du projet amendé).-

Dès que la Commission reçoit une liste des organisations syndicales qui demandent à siéger dans un ou plusieurs comités de secteur ou dans un ou plusieurs comités particuliers déterminés, en vertu de l'article 8, § ler, 2°, ou § 2, 2°, de la loi, elle examine, par comité de négociation, sans attendre les listes relatives à d'autres comités de secteur ou particuliers, quelles sont les organisations syndicales qui satisfont aux critères de représentativité visés aux dispositions précitées de la loi.

Pour chaque comité de négociation, la Commission clôt son examen aussitôt que possible et au plus tard dans les six mois de la réception de la liste visée à l'alinéa ler.

Dans les dix jours de l'achèvement de son examen relatif à un comité de secteur ou à un comité particulier déterminé, la Commission communique la liste complète de toutes les organisations syndicales qui peuvent siéger dans ce comité :

.../...

1° au président du comité de négociation intéressé;

2° aux organisations syndicales intéressées, sous pli recommandé à la poste;

3° au Ministre de la Fonction publique ou au Ministre de l'Intérieur, selon qu'il s'agit d'un comité de secteur ou d'un comité particulier.

Article 64 (article 64 du projet).-

Pour des raisons impérieuses et à la demande motivée de la Commission, le Premier Ministre peut proroger, pour les comités de négociation qu'il désigne, les délais de six mois prévus aux articles 62 et 63.

Article 65 (article 63 du projet).-

Le Ministre de la Fonction publique ou le Ministre de l'Intérieur, selon qu'il s'agit d'un comité de secteur ou d'un comité particulier, fait publier au Moniteur belge, dans les dix jours de la réception de la notification visée à l'article 63, alinéa 3, la liste des organisations syndicales représentatives relative au comité de négociation intéressé.

.....

Article 66.-

La Commission se compose d'un président et de deux membres, nommés par le Roi, sur proposition conjointe du Premier Ministre et du Ministre de la Fonction publique, parmi les magistrats de l'Ordre judiciaire.

.../...

Les membres doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi l'examen de docteur ou de licencié en droit, l'un en langue française et l'autre en langue néerlandaise.

Article 67.-

Le Premier Ministre met à la disposition de la Commission le personnel nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Il désigne dans ce personnel un secrétaire et un secrétaire adjoint de rôles linguistiques différents ainsi que des suppléants.

.....

Article 70.-

La Commission renvoie aux organisations syndicales les pièces qu'elles avaient produites, lorsque celles-ci ne sont plus nécessaires à l'exercice de sa mission de contrôle.

TITRE VI - DES PERSONNES QUI PARTICIPENT A L'ACTIVITE SYNDICALE.

Chapitre Ier. - Enumération des délégués syndicaux.

Article 71.-

Les délégués syndicaux comprennent :

1° les dirigeants responsables d'une organisation syndicale mentionnés dans une des listes visées aux articles 7 et 54;

2° les mandataires permanents de ces dirigeants responsables;

.../...

3° les "délégués permanents", c'est-à-dire les membres du personnel qui défendent de façon régulière et continue les intérêts professionnels du personnel et qui, en tant que tels, sont agréés et mis en congé;

4° les membres de la délégation d'une organisation syndicale représentée dans un comité de négociation ou de concertation, ainsi que les techniciens de ladite délégation;

5° les personnes désignées par une organisation syndicale afin d'exercer plus spécialement une ou plusieurs des prérogatives qui ont été conférées à cette organisation en vertu des articles 16, 1°, 2° et 3°, et 17, 1°, 2° et 3°, de la loi;

6° les membres du personnel qui participent aux travaux des commissions et comités généraux créés au sein d'une organisation syndicale;

7° le délégué d'une organisation syndicale auprès de la Commission.

Chapitre II. - Des dirigeants responsables et de leurs mandataires permanents.

Article 72.-

Les organisations syndicales envoient la liste des mandataires permanents de leurs dirigeants responsables, selon le cas, au président auquel elles ont envoyé, conformément à l'article 7, les documents en vue d'être agréées, ou à celui auquel elles ont adressé, conformément à l'article 54, une demande afin de pouvoir siéger dans un comité général.

.../...

Ledit président délivre aux dirigeants responsables et à leurs mandataires permanents une carte de légitimation, dont le modèle est fixé par le Premier Ministre.

Munis de leur carte, les dirigeants responsables et leurs mandataires permanents peuvent exercer toutes les prérogatives accordées à leur organisation syndicale.

Chapitre III. - Des délégués permanents.

Article 73.-

L'agrément d'un membre du personnel en tant que délégué permanent doit être accordé par l'autorité dont il relève, à la demande d'un dirigeant responsable de son organisation syndicale.

Toutefois, pour des raisons de service impérieuses, il peut être sursis à l'octroi de l'agrément pendant quatre mois au plus.

Article 74 (article 76 du projet).-

L'autorité, ou le président visé à l'article 72, qui agrée un membre du personnel en tant que délégué permanent, lui délivre une carte de légitimation, dont le modèle est fixé par le Premier Ministre.

Muni de cette carte, le délégué permanent peut exercer toutes les prérogatives octroyées à son organisation.

.../...

Article 75 (articles 74 partim et 75 partim du projet).-

L'agrément ne peut être retiré que par une décision motivée de l'autorité qui l'a accordé, fondée exclusivement sur des motifs graves, le membre du personnel intéressé et un dirigeant responsable entendus.

La décision est notifiée par l'autorité au membre du personnel, à son supérieur hiérarchique et, sous pli recommandé à la poste, à l'organisation syndicale intéressée.

La décision ne sortit ses effets qu'à l'expiration d'un délai de dix jours après la réception de la notification par l'organisation syndicale intéressée.

Dans ce délai, l'organisation peut former, par pli recommandé à la poste, un recours auprès du président du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux ou du président du comité des services publics provinciaux et locaux, selon que le membre du personnel intéressé fait partie d'un service public qui relève du ressort d'un comité de secteur ou d'un service public qui relève du ressort d'un comité particulier.

Article 76 (articles 74 partim et 75 partim du projet).-

La décision définitive est prise par le président, sur avis du sous-comité créé au sein du comité commun à l'ensemble des services publics.

Le président notifie sa décision au membre du personnel, à son supérieur hiérarchique et, sous pli recommandé à la poste, à l'organisation syndicale intéressée.

.../...

Article 77.-

§ ler. Le membre du personnel, dès qu'il est agréé en qualité de délégué permanent, est de plein droit en congé syndical.

A ce titre, il n'est pas soumis à l'autorité hiérarchique. Il est néanmoins censé être en activité de service. Il demeure soumis aux dispositions qui déterminent ses droits personnels dans cette position, notamment son droit au traitement et à l'avancement de traitement et de grade.

§ 2. Lorsque le délégué permanent est dépassé par un autre agent, il obtient, en surnombre, à sa demande et selon les dispositions de son statut, une promotion ou tout autre avancement de grade ou de carrière analogue, lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

1° l'intéressé est en congé syndical depuis au moins deux ans en qualité de délégué permanent;

2° l'agent promu appartient au même groupe linguistique que l'intéressé,ou à l'autre groupe linguistique lorsque, dans ce dernier cas, une disposition spéciale accorde une promotion compensatoire;

3° l'agent promu est classé après l'intéressé :

- dans le classement établi à l'ancienneté, s'il s'agit de deux agents de l'Etat ou de deux membres du personnel d'un organisme d'intérêt public soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

.../...

- dans le classement prévu pour la promotion ou pour tout autre avancement de grade ou de carrière analogue, par la loi ou par leur statut propre, s'il s'agit de deux autres membres du personnel.

La promotion ou tout autre avancement de grade ou de carrière analogue est octroyé au délégué permanent à la date de la promotion par laquelle il a été dépassé. La prise de rang éventuelle ne peut rétroagir au-delà de cette promotion.

Aucune nouvelle promotion pour dépassement ne peut être octroyée au délégué syndical moins de trois ans après la précédente.

§ 3. Il est mis fin au congé syndical du délégué permanent à sa demande ou lorsque son organisation syndicale le décide ou encore lorsque son agrément lui est retiré conformément à l'article 75 ou à l'article 76.

A l'expiration de son congé, le délégué permanent qui n'a obtenu aucune application du paragraphe 2 est réaffecté à l'emploi ou à la fonction qu'il occupait auparavant.

Le délégué permanent qui a obtenu l'application du paragraphe 2 est affecté à une fonction ou à un emploi vacant qui correspond à son grade et pour lequel il réunit les conditions ou, à défaut et jusqu'à ce que s'ouvre une vacance utile, à la fonction ou à l'emploi qu'il occupait avant son congé.

Article 78.-

Avant la fin de chaque trimestre, l'organisation syndicale rembourse à l'autorité une somme égale au montant global des rémunérations ou subventions-traitements, indemnités et allocations

/...

payées au délégué permanent ou versées à son profit au cours trimestre précédent.

A cet effet, l'autorité communique à l'organisation syndicale le montant de la somme à verser, ainsi que la dénomination et le numéro du compte sur lequel elle doit être versée.

Article 79.-

Si les versements visés à l'article 78 n'ont pas été effectués dans le délai qui y est fixé, l'autorité met l'organisation syndicale en demeure, sous pli recommandé à la poste, d'effectuer les versements nécessaires dans les quinze jours. En même temps, elle invite un dirigeant responsable à fournir des explications dans le même délai.

Si la suite donnée à la mise en demeure ou les explications du dirigeant responsable ne sont pas satisfaisantes, l'autorité en informe le président du comité commun à l'ensemble des services publics. Celui-ci, sur avis du sous-comité, retire, par décision motivée, l'agrément de tous les délégués permanents de l'organisation syndicale intéressée et, s'il s'agit d'une organisation syndicale agréée conformément à l'article l'agrément de l'organisation elle-même.

Chapitre IV. - Disposition commune aux dirigeants responsables à leurs mandataires permanents et aux délégués permanents.

Article 80 (article 82 du projet).-

Le délégué syndical à qui une carte de légitimation a été octroyée, renvoie celle-ci à l'autorité qui la lui avait livrée, dès qu'il est mis fin à sa mission.

.../..

Chapitre V. - Des autres délégués syndicaux.

Article 81 (article 80 du projet).-

Les paragraphes 1er et 2: comme au projet.

§ 3. Les convocations et ordres de mission visés aux paragraphes 1er et 2 mentionnent le comité de négociation ou de concertation aux travaux duquel le membre du personnel est invité à participer. Les convocations occasionnelles indiquent en outre les lieu, jour et heure des réunions.

Le président du comité de négociation ou de concertation intéressé reçoit, par l'intermédiaire du supérieur hiérarchique, copie des convocations et des ordres de mission. Il lui communique les noms des membres du personnel cités qui s'absentent aux réunions.

Article 82 (article 83 du projet).-

Sur présentation préalable à leur supérieur hiérarchique d'une convocation personnelle émanant d'un dirigeant responsable, les membres du personnel obtiennent de plein droit et pour la durée nécessaire à cet effet un congé syndical pour participer aux travaux des commissions et comités généraux créés au sein de l'organisation syndicale.

Article 83 (article 81 du projet).-

§ 1er. Un membre du personnel obtient de plein droit la dispense de service nécessaire, sur présentation préalable à son supérieur hiérarchique d'un ordre de mission ou d'un mandat personnels émanant d'un dirigeant responsable, en vue de l'exercice d'une des prérogatives énumérées aux articles 16, 1° à 3°, et 17, 1° à 3°, de la loi.

.../...

Lesdites prérogatives ne peuvent être exercées par le membre du personnel que dans le ressort du comité de secteur ou du comité particulier dont il relève.

§ 2. Sur présentation préalable d'un ordre de mission ou d'un mandat personnels émanant d'un dirigeant responsable, toutes personnes autres que celles que vise le paragraphe 1er peuvent exercer les prérogatives visées audit paragraphe.

Article 84.-

Sur demande préalable adressée à l'autorité compétente et sauf incompatibilité absolue avec les nécessités du service, les membres du personnel obtiennent une dispense de service pour participer aux réunions organisées dans les locaux par les organisations syndicales représentatives.

Chapitre VI. - Dispositions communes à tous les délégués syndicaux.

Article 85.-

Les délégués syndicaux ne peuvent divulguer les faits ni les documents que l'autorité compétente a qualifiés de confidentiels.

Toute infraction à cette règle a pour effet :

1° de priver le délégué syndical de l'exercice des prérogatives énumérées aux articles 16 et 17 de la loi;

2° s'il s'agit d'un délégué permanent, d'entraîner le retrait de l'agrément conformément aux articles 75 et 76, et son rappel en activité de service.

.../...

Article 86.-

Pendant la durée de son congé ou de sa dispense de service au sens du présent titre et pour l'exercice de sa mission syndicale, le membre du personnel délégué syndical est, pour l'application de la législation sur les accidents de travail et les accidents survenus sur le chemin du travail, présumé se trouver sur le lieu de l'exercice de ses fonctions.

Article 87.-

Les dispositions qui concernent :

1° le régime et les sanctions disciplinaires,

2° la suspension dans l'intérêt du service,

3° la démission d'office,

4° le licenciement,

ne peuvent pas être appliquées aux délégués syndicaux pour les actes qu'ils accomplissent en cette qualité et qui sont directement liés aux prérogatives qu'ils exercent.

Ces actes ne peuvent influencer ni l'établissement, ni la modification de leur signalement, de toute appréciation ou de tout rapport équipollent.

TITRE VII - DE LA NEGOCIATION ET DE LA CONCERTATION DANS L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE.

Article 88.-

Un comité particulier distinct est créé auprès de chaque pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné, pour le personnel visé à l'article 3, § 2, qui en dépend.

.../...

Il est présidé par le président du comité particulier créé auprès du pouvoir organisateur.

Article 89.-

Un comité de concertation est créé dans le ressort de chaque comité particulier distinct.

Article 90.-

Les articles 21 à 30, 31, § 1er, 32, alinéa 1er, et 33 sont applicables mutatis mutandis aux comités particuliers distincts.

Les articles 35, 36, 37, alinéa 1er, 38 à 41, 42, §§ 2 à 5, et 43 à 50 sont applicables mutatis mutandis aux comités de concertation visés à l'article 89.

Le secrétaire de chaque comité particulier distinct envoie une copie des protocoles au secrétariat général du Ministère de l'Education nationale ou du "Ministerie van Onderwijs".

.....

Chapitre II. - Dispositions transitoires et finales.

Section 1ère. Dispositions temporaires.

Article 95 (article 109 du projet).-

Jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté qui ont trait à la création, à la composition et au fonctionnement du sous-comité visé à l'article 18, § 2, l'avis prescrit par les articles 76 et 79 n'est pas requis.

.../...

Article 96 (article 108 du projet).-

§ 1er. Pour la première application de l'article 51, alinéa 1er, 3°, il y a lieu d'entendre par "affilié cotisant" le membre du personnel qui a payé la cotisation syndicale pour le mois dans lequel se situe la "date de référence".

Pour la première application de l'article 51, alinéa 4, il doit être satisfait à la condition relative à la cotisation syndicale minimale au cours du quatrième mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au Moniteur belge.

Pour la première application de l'article 53, alinéa 2, le délai de trente jours se compte à partir de la date de l'entrée en vigueur de cet article.

Article 97.-

Les délais de deux ans et de trois ans prévus à l'article 77, § 2, se comptent, s'il y a lieu, lors de la première application de ces dispositions au membre du personnel intéressé, eu égard au congé syndical obtenu en qualité de délégué syndical permanent, conformément au statut qui lui était applicable à la date d'entrée en vigueur du présent article.

Section 2. Maintien en vigueur de l'ancien régime à titre transitoire.

Article 98.-

(Texte de l'article 99 du projet, sans le signe "§ 1er", étant donné qu'il n'y a pas de paragraphe 2).

Article 99 (article 100 du projet).-

Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs relatives à la consultation syndicale dans des matières visées à l'article 2,

§ ler, alinéa ler, 1°, de la loi et qui doivent, conformément à la loi et au présent arrêté, être négociées dans les comités généraux, demeurent d'application jusqu'au vingt-neuvième jour après la date à laquelle la liste visée à l'article 56, § ler, (du présent arrêté) est publiée au Moniteur belge, et en tout cas jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant définition des réglementations de base relatives à ces matières.

Article 100 (article 101 du projet).-

Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs, relatives à la consultation syndicale dans des matières autres que celles visées à l'article 99, qui doivent, conformément à la loi et au présent arrêté, faire l'objet d'une négociation dans les comités généraux, demeurent d'application jusqu'à la première date visée à l'article 99.

Article 101 (article 102 du projet).-

Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs relative à la consultation syndicale dans des matières qui doivent, conformément à la loi et au présent arrêté, faire l'objet d'une négociation dans des comités de secteur ou des comités particuliers ou qui doivent faire l'objet d'une concertation, demeurent d'application jusqu'au vingt-neuvième jour après la date à laquelle la liste visée à l'article 63 est publiée au Moniteur belge pour ce comité et, en tout cas, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant définition des réglementations de base visées à l'article 2, § ler, alinéa ler, 1°, de la loi.

.../...

Article 102 (article 103 du projet).-

Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs qui ont trait aux services sociaux demeurent d'application jusqu'à la date ou aux dates qui seront fixées par arrêté royal.

Article 103 (article 104 du projet).-

Aussi longtemps que l'application des articles 99 à 102 l'exige, les organisations syndicales et leurs délégués demeurent soumis aux dispositions des statuts syndicaux antérieurs qui rendent possible le fonctionnement des organes de consultation syndicale et des services sociaux visés dans lesdits articles.

Article 104 (article 110 du projet).-

Les sommes dues par les organisations syndicales en vertu de l'article 41 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portent le statut syndical des agents des services publics ou en vertu de toute autre disposition légale ou réglementaire analogue doivent être payées dans le délai fixé par ces dispositions.

En cas de non-observation de l'alinéa 1er, l'article 79 est appliqué.

Section 3. Disposition transitoire en faveur des organisations syndicales.

Article 105.-

L'organisation syndicale qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente disposition, est agréée sur base des statuts syndicaux antérieurs, conserve cette agréation ainsi que les prérogatives y attachées jusqu'à la date de la publication

.../...

au Moniteur belge de la liste visée à l'article 56, § ler, à condition que, dans le mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté est publié au Moniteur belge, cette organisation se conforme à l'article 7, § ler, ou introduise une demande régulière pour siéger dans un comité de négociation.

Article 106 (article 107 du projet).-

§ ler. L'organisation syndicale qui, à la date de la publication du présent arrêté au Moniteur belge, jouit de prérogatives sur base d'une des dispositions qui suivent, continue à les exercer aussi longtemps que ces dispositions ne sont pas expressément modifiées ou abrogées :

... (comme aux 1° à 8° du projet).

L'organisation syndicale qui, à la date de la publication du présent arrêté au Moniteur belge, jouit de prérogatives sur base de sa représentation au sein de chambres de recours, de comités pour la fixation des programmes d'examen, de comités pour la promotion de l'accueil et de la formation du personnel, de commissions de recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences, créés en vertu de dispositions analogues mais différentes de celles visées à l'alinéa ler, continue à exercer celles-ci jusqu'à ce que la composition de ces conseils, commissions et comités soit adaptée aux conditions et critères de représentativité visés dans la loi.

Les dispositions autres que les dispositions réglementaires visées aux alinéas ler et 2, qui confèrent à une organisation syndicale d'autres prérogatives que celles conférées par la loi et par le présent arrêté, cessent d'avoir effet six mois après la date de la publication du présent arrêté au Moniteur belge.

.../...

§ 2. Les dispositions particulières qui règlent le statut des représentants d'une organisation syndicale visée au paragraphe ler, demeurent d'application tant qu'elles ne sont pas expressément modifiées ou abrogées.

§ 3. Demeurent intégralement applicables jusqu'à leur modification ou leur abrogation expresse :

1° les dispositions relatives à la représentation des organisations syndicales au sein des jurys d'examen, telle qu'elle est réglée par :

(énumération de l'article 107, § 3, 1°, du projet);

2° les arrêtés royaux du 16 décembre 1981 concernant le congé syndical dans l'enseignement subventionné et relatif au congé syndical dans les centres psycho-médico-sociaux et offices d'orientation scolaire et professionnelle subventionnés, dans la mesure où ils se rapportent aux conseils et commissions créés par des dispositions légales ou réglementaires autres que les statuts syndicaux antérieurs.

Section 4. Dispositions transitoires en faveur des membres du personnel des administrations et des personnes étrangères à celles-ci.

Article 107 (article 106 du projet).-

§ ler. Les membres du personnel peuvent, sur base des statuts syndicaux antérieurs et dans les limites qui y sont fixées, participer aux réunions de groupes de travail, commissions et comités créés au sein d'une organisation syndicale, si celle -ci

.../...

satisfait au prescrit de l'article 105.

Ce régime est applicable jusqu'à la date de la publication, au Moniteur belge, de la liste visée à l'article 56, § 1er.

§ 2. Sans préjudice de l'article 104, le membre du personnel qui, sur base des statuts syndicaux antérieurs, est en congé pour défendre d'une manière permanente, régulière et continue les intérêts professionnels du personnel au titre de délégué d'une organisation syndicale, demeure soumis aux règles desdits statuts, si son organisation syndicale satisfait au prescrit de l'article 105, et à condition qu'au plus tard quinze jours après la date visée au paragraphe 1er, une demande régulière d'agrément, au sens de l'article 73, ait été introduite à son sujet.

La présente disposition cesse d'avoir effet, pour chacun des membres du personnel intéressé, au moment où la procédure d'agrément est entièrement achevée à son égard.

§ 3. Des personnes autres que celles visées aux paragraphes 1er et 2 peuvent, sur base des statuts syndicaux antérieurs, exercer des missions et des mandats au nom d'une organisation syndicale qui satisfait au prescrit de l'article 105. Ce régime est applible jusqu'à la date visée au paragraphe 1er.

Article 108 (article 95 du projet).-

Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, bénéficient, en tant que membres représentant le personnel ou en tant que candidats réguliers aux élections, de la protection prévue par la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du

.../...

travail et des lieux de travail, conservent cette protection en leur qualité de délégué syndical durant les périodes définies par cette loi.

Section V. Entrée en vigueur.

Article 109 **(article 98 du projet)**.-

Les articles de la loi, à l'exception de l'article 13, et les articles du présent arrêté entrent en vigueur aux dates ci-après, conformément au tableau II annexé au présent arrêté :

1° le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté est publié au Moniteur belge;

2° le jour de la publication, au Moniteur belge, de la liste, visée à l'article 56, § 1er, des organisations syndicales qui satisfont aux conditions de représentativité pour siéger dans les trois comités généraux;

3° le jour de la publication, au Moniteur belge, de la liste, visée à l'article 65, des organisations représentatives qui satisfont aux conditions de représentativité pour siéger dans un comité de secteur ou dans un comité particulier;

4° le trentième jour après la date définie au 2°;

5° le trentième jour après la date définie au 3°.

Article 110 (article 111 du projet).-

Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

.../...

A N N E X E I.

(annexe du projet, sous les n°s XIII à XV).

A N N E X E II.

Entrée en vigueur de la loi et de l'arrêté.

A. Rappel des dates.

(a) Le 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel l'arrêté est publié.

(b) Le jour où est publiée la liste visée à l'article 56, § 1er, de l'arrêté.

(c) Le jour où est publiée la liste visée à l'article 65 de l'arrêté.

(d) Le 30e jour après la date "b"

(e) Le 30e jour après la date "c".

.../...

B. Entrée en vigueur de la loi.

rticles					
1	a	-	-	-	-
,§1er & 2	-	-	-	d (3) (4)	e (6) (7)
2, § 3	a	-	-	-	-
3 à 8	a	-	-	-	-
9	-	-	-	d (3)	e (6) (7)
10	a	-	-	-	-
,§1er & 2	-	-	-	-	e
1, § 3	a	-	-	-	-
12	a	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-
4, 15	a	-	-	-	-
16	-	b	-	-	-
17	-	b (1)	c (2)	-	-
18	-	b	-	-	-
9, 1°	-	-	-	-	e
9, 2°	a	-	-	-	-
19, 3°	-	-	-	d (3) (5)	e (6) (7)
19, 4°	-	-	-	d (3)	e (6) (7)
20	-	b	-	-	-
à 23	a	-	-	-	-

(1) Pour les organisations syndicales qui siègent dans les comités généraux.

(2) Pour les organisations qui ne siègent pas dans les comités généraux, et seulement dans le ressort du comité de négociation intéressé.

(3) Pour les comités généraux seulement.

(4) L'obligation de négocier au sujet d'une question visée à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi n'existe cependant qu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant définition des réglementations de base.

(5) En tant que cet article concerne la négociation.

(6) Pour les comités de secteur, les comités particuliers et les comités de concertation.

(7) Et au plus tôt à la date à laquelle l'arrêté royal portant définition des réglementations de base entrera en vigueur.

C. Entrée en vigueur de l'arrêté.

-ticles

1 à 4	a	-	-	-	-
5, 6	-	-	-	d (11) (12)	e (13) (14
7, 8	a (8)	-	-	-	-
, al. 1er	-	b	-	-	-
,al.2 & 3	-	b (9)	c (10)	-	-
0 à 12	-	b	-	-	-
3 à 15	-	b (9)	c (10)	-	-
6 à 21	a	-	-	-	-
22	-	-	-	d (12)	e (13) (14
3, 24	a	-	-	-	-
25	-	-	-	d (12)	e (13) (14
6, 27	a	-	-	-	-
8 à 32	-	-	-	d (12)	e (13) (14
3 à 47	a	-	-	-	-
8 à 50	-	-	-	-	e (14)
1 à 70	a	-	-	-	-
1 à 80	-	b	-	-	-
81	-	-	-	d (11) (12)	e (13) (14
2, 83	-	b	-	-	-
84	-	-	-	d (12)	e (13) (14
5 à 87	-	b	-	-	-
8 à 90	a	-	-	-	-
91	-	-	-	-	e (14)
92	a	-	-	-	-
93	-	-	-	d (11) (12)	e (13) (14
94	-	-	-	d (12)	e (13) (14
95	-	b	-	-	-
96	a	-	-	-	-
97	-	b	-	-	-
8 à 103	a	-	-	-	-
104	-	b	-	-	-
5 à 107	a	-	-	-	-
108	-	-	-	-	e (14)

(8) Le même jour, le Premier Ministre fait publier au M.B. un avis qui invite les organisations syndicales à se conformer au prescrit de l'article 7, § 1er, de l'arrêté.

(9) Pour les organisations syndicales qui siègent dans les comités généraux.

(suite des notes du tableau C)

(10) Pour les organisations syndicales qui ne siègent pas dans les comités généraux.

(11) En tant que ces articles concernent la négociation.

(12) Pour les comités généraux seulement.

(13) Pour les comités de secteur, les comités particuliers et les comités de concertation.

(14) Et au plus tôt à la date à laquelle l'arrêté royal portant définition des réglementations de base entrera en vigueur.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du . . . . . .

PAR LE ROI,

Le Premier Ministre (etc.)

AANHEF.

1. Het ontwerp-besluit ontleent zijn rechtsgrond aan de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. Het zou duidelijker zijn van de verwijzing naar die wet het eerste lid van de aanhef te maken.

2. Van de wet van 10 juni 1952 waarnaar verwezen wordt in het eerste lid (dat het tweede wordt), wordt alleen artikel 1, § 4, d, door het ontwerp-besluit gewijzigd (artikel 91). Het zou bijgevolg meer in overeenstemming zijn met hetgeen gebruikelijk is dat lid als volgt te redigeren :

"Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de arbeiders, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, inzonderheid op artikel 1, § 4, d;".

3. Artikel 86 van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 2, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1973.

De artikelen 92 tot 94 van het ontwerp wijzigen een aantal wetsbepalingen.

Om die reden wordt voorgesteld na het tweede lid de volgende leden in te voegen :

"Gelet op de wet van 27 juli 1961 tot wijziging van sommige bepalingen van titel IV van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en tot intrekking van de wet van 28 februari 1961 houdende aanvulling van artikel 75 van de gemeentewet, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 2, vijfde lid, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1973;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 2, § 3, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973;".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Verderop wordt ten aanzien van de bepalingen die geheel of gedeeltelijk gewijzigd zijn een tekst voorgesteld; de gemachtigden van de Ministers zijn het daarmee eens. De Raad van State gaat akkoord met de redactie van de bepalingen die niet besproken zijn in de artikelsgewijze commentaar en met die van de bepalingen waarvoor geen nieuwe tekst is voorgesteld.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

Het artikel is slechts een aankondiging van artikel 98 dat betrekking heeft op de inwerkingtreding van de verschillende bepalingen van het ontwerp-besluit. Het is overbodig en moet dus vervallen.

Een nieuw artikel zal, ter aanvulling van artikel 1, worden voorgesteld.

Artikel 3.

In paragraaf 1 zou het inleidend zinsdeel met de volgende woorden moeten beginnen : "Behoudens de uitzonderingen bepaald in artikel 4, wordt de bij de wet ingestelde regeling toepasselijk verklaard ... ".

Paragraaf 1, eerste lid, 2°, is beperkt tot de vermelding dat de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven "bijgevolg" zullen vallen onder de regeling die voor de rijksbesturen en -diensten geldt. Die regeling volgt reeds uit artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Het is beter er in het ontwerp-besluit niet op terug te komen om niet de indruk te wekken dat het ook anders zou kunnen zijn wat de toepassing van teksten betreft die niet dezelfde uitdrukkelijke vermelding zouden bevatten.

De tekst onder 3° van dezelfde paragraaf 1, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° de instellingen van openbaar nut die opgesomd zijn in de bijlage I bij dit besluit;".

Paragraaf 1, eerste lid, 4°, a, vermeldt de "federaties van gemeenten" hoewel er thans geen meer bestaan. Logischerwijze zouden ook de "verenigingen van provincies" moeten worden vermeld, hoewel er evenmin bestaan.

Het tweede deel van 4°, b, van paragraaf 1, eerste lid, en paragraaf 2 die erop volgt moeten worden verstaan vanuit artikel 23 van de wet dat in de oprichting van afzonderlijke bijzondere comités voor het gesubsidieerd officieel onderwijs voorziet zolang de door de onderwijswetgeving voorgeschreven paritaire comités niet zijn opgericht.

.../...

De woorden "personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs" moeten in enge zin worden opgevat, met name het personeel dat door middel van weddetoelagen bezoldigd wordt. De wet van 29 mei 1959 verleent die weddetoelagen :

- aan het bestuurs- en onderwijzend personeel,
- aan het opvoedend hulppersoneel,
- aan het personeel van de tehuizen voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben, (artikel 27, § 1, tweede lid),
- in het buitengewoon onderwijs aan het medisch, paramedisch, psychologisch en sociaal personeel (artikel 27, § 2, eerste lid).

Artikel 27, § 1, tweede lid, stelt echter dat de weddetoelagen ook verleend kunnen worden aan de categorieën van leden van het administratief personeel die door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit zijn vastgelegd.

Al die categorieën vallen onder de regeling van de paritaire comités terwijl de algemene vakbondsregeling toepasselijk blijft op alle personeelsleden die niet door middel van weddetoelagen worden bezoldigd.

Wil men er zeker van zijn dat geen leden van de eerste groep worden overgeslagen, dan lijkt men buiten het gebruik van het begrip weddetoelage niet te kunnen; de tweede groep zou a contrario kunnen worden gedefinieerd.

Wat de "P.M.S.-centra" betreft, blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 1 april 1960 waarbij die centra zijn opgericht, dat die wet moet worden aangemerkt als een bijlage van het "Schoolpact", hetwelk door de wet van 29 mei 1959 gestalte heeft gekregen. Het personeel van de centra die met een weddetoelage bezoldigd worden zal bijgevolg ook tot de werkkring van de afzonderlijke bijzondere comités behoren.

Artikel 9.

In het artikel

- zou de indeling in de paragrafen "§ 1", "§ 2" en "§ 3" moeten vervallen;

- zouden de laatste twee leden ex §§ 2 en 3 in omgekeerde volgorde moeten worden opgenomen.

Artikel 17.

Aan het begin van paragraaf 1 zou men moeten schrijven : "Het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, van de wet, wordt opgericht ...".

Uit de tekst zelf van paragraaf 2, en dat wordt bevestigd door de uitleg die aan de Raad van State is verschaft, blijkt dat de in die paragraaf bedoelde subcomités dezelfde bevoegdheden hebben als het in paragraaf 1 genoemde comité en er slechts van verschillen door de samenstelling van de afvaardiging van de administratieve overheid en in het bijzonder door de hoedanigheid van de voorzitters en de ondervoorzitters.

De term "afdelingen" lijkt dan ook meer geschikt dan de term "subcomités".

Ook in paragraaf 3 zou de term "subcomités" door de term "afdelingen" moeten worden vervangen.

Artikel 18.

Aan het begin van het artikel zou men moeten schrijven : "Het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van de wet, wordt opgericht ...".

Artikel 19.

Het komt de Koning niet toe het aantal door de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven op te richten sectorcomités tot 3 te beperken.

De bijlage behoort daaromtrent geen enkele aanwijzing te bevatten.

Artikel 20.

In paragraaf 1 zou men moeten schrijven :

- in het eerste lid, 3° : "... die er voorzitter van is, terwijl de voorzitter van het centrum voor maatschappelijk welzijn er ondervoorzitter van is";
- in het eerste lid, 7° : "... van de Brusselse agglomeratie, voor het respectieve personeel ervan, bij de voorzitter van elke commissie die tevens voorzitter is van het bijzonder comité";
- in het tweede lid : "de voorzitter van elk niet gemeentelijk bijzonder comité wijst een ondervoorzitter aan".

Artikel 23.

De indeling van het artikel in paragrafen zou moeten vervallen. Die opmerking geldt ook voor artikel 24.

Artikel 24.

In het eerste lid zou men moeten schrijven : "... ; hij bepaalt de datum van de vergaderingen na de vakorganisaties te hebben gehoord. Hij leidt de debatten en handhaaft de orde in de vergaderingen".

In het tweede lid (ex § 2) schrijve men in de Nederlandse tekst : "... binnen welke de onderhandelingen moeten worden beëindigd", en vervange men in de Franse tekst de woorden "être clôturées" door de woorden "être terminées".

Artikel 25.

In het tweede en in het derde lid moeten de aanwijzende voornaamwoorden worden weggewerkt; men schrijve : "de termijn".

Overigens zou in de Franse tekst van het tweede lid het woord "prolongé" vervangen moeten worden door het woord "prorogé".

Artikel 29.

Men zou moeten schrijven :

- in 2°, "de naam van de aanwezige en van de al of niet met kennisgeving afwezige leden ...";
- in 3°, "de benaming van de aanwezige en van de al of niet met kennisgeving afwezige vakorganisaties, alsmede de naam van de aanwezige en van de met kennisgeving afwezige leden ...";
- in 4° van de Franse tekst, "les noms des techniciens;";
- aan het einde van 6° van de Franse tekst, "... est terminée".

Artikel 30.

In het derde lid zou men het aanwijzend voornaamwoord moeten wegwerken en "het ontwerp" schrijven.

Aan het einde van het vijfde lid behoort men te schrijven : "... binnen de termijn die hij vaststelt na de betrokken vakorganisaties te hebben gehoord".

Artikel 31.

Het zou beter zijn aan het begin van paragraaf 1 te schrijven : "De dagorde, met de bijgevoegde documentatie, ...".

Na het tweede streepje van paragraaf 2 zou men de woorden "voor het subcomité bedoeld bij" moeten vervangen door de woorden "voor de afdeling bedoeld in" en na het derde streepje van paragraaf 2 de woorden "voor het subcomité" door "voor de afdeling".

Artikel 32.

Aan het einde van het tweede lid zou men moeten schrijven : "... van de in het comité opgerichte afdelingen".

Artikel 34.

De indeling in paragrafen zou moeten vervallen. Die opmerking geldt eveneens voor de indeling in paragrafen in artikel 35.

Aan het einde van het eerste lid schrijve men : "... van de overheidsdiensten die onder dat comité ressorteren". Die opmerking geldt ook voor het einde van het eerste lid van artikel 35.

Artikel 37.

De indeling in paragrafen zou moeten vervallen.

Artikel 40.

Het begin van het eerste lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Wanneer personeelsleden van overheidsdiensten die ressorteren onder verscheidene sectorcomités, onder verscheidene bijzondere comités of onder verscheidene comités van beide categorieën, dezelfde gebouwen betrekken, ...".

Artikel 42.

Aan het begin van het tweede lid van paragraaf 1 zou in de Nederlandse tekst moeten worden geschreven : "De betrokken ministers wijzen ... aan".

Bovendien zou het beter zijn in datzelfde tweede lid, net zoals in het tweede lid van paragraaf 2, te schrijven : "... in de basisoverlegcomités en in de tussenoverlegcomités ...".

Artikel 46.

Uit de woorden "het versturen van de aanvraag" blijkt dat het om een schriftelijke aanvraag gaat. Het zou beter zijn dat uitdrukkelijk te bepalen.

Voorgesteld wordt de bepalingen van de artikelen 46 en 47 anders te ordenen.

Artikel 65.

Die bepaling luidt aldus :

"De aanvraag om een nieuw onderzoek bedoeld bij toepassing van artikel 14, § 2, van de wet, mag slechts worden ingediend gedurende het vierde kalenderjaar van de zesjaarlijkse periode bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet".

.../...

Het ontwerp-artikel moet in verband worden gebracht met artikel 14, § 2, van de wet, dat aldus luidt :

> "§ 2. Een vakorganisatie waarvan door de commissie werd vastgesteld dat zij niet voldoet aan de bepalingen bedoeld in § 1, eerste lid, mag vóór het verstrijken van de termijn van zes jaar een nieuw onderzoek aanvragen, indien zij meent sedert die vaststelling wel aan de gestelde voorwaarden te voldoen.
>
> Indien uit dit nieuw onderzoek blijkt dat de vakorganisatie aan de gestelde voorwaarden voldoet heeft zij onmiddellijk zitting in de comités waarvoor zij als representatief wordt beschouwd".

Gewoon al uit de vergelijking van die twee bepalingen blijkt dat artikel 65 van het ontwerp, zoals het geredigeerd is, een termijnvereiste aan de wet toevoegt. Het is weliswaar begrijpelijk dat de Regering wil voorkomen dat steeds weer nieuwe aanvragen zouden worden ingediend die telkens als het ware een soort van beroep tegen de genomen beslissingen zouden zijn. Artikel 14, § 2, van de wet doelt echter op een nieuw feit, met name de aangroei van het aantal leden van een vakbond en bijgevolg, zijn toegenomen representativiteit.

Mocht voor misbruiken gevreesd moeten worden, dan zou het zaak van de wetgever zijn om, zo nodig, een ander of een aanvullend criterium vast te stellen, inzonderheid ten aanzien van de termijn.

Het artikel behoort dus uit het ontwerp-besluit te worden gelicht.

Artikel 68.

Het artikel komt onnodig terug op de verplichting tot geheimhouding die in artikel 14, § 1, vijfde lid, van de wet is vervat.

De verplichting tot geheimhouding volgt trouwens uit de aard zelf van de uitgeoefende functies.

Het artikel moet dus vervallen.

Om de nummering niet te verstoren, wordt voorgesteld van artikel 69, eerste lid, artikel 68 te maken en van het tweede lid, artikel 69.

+

Titel VI, die vrij lang is, zou beter op de navolgende wijze in hoofdstukken worden ingedeeld. De artikelen tussen haakjes zijn die van het ontwerp en niet die van de voorgestelde tekst :

Hoofdstuk I. Opsomming van de vakbondsafgevaardigden (artikel 71).

Hoofdstuk II. De verantwoordelijke leiders en hun vaste gemachtigden (artikel 72).

Hoofdstuk III. De vaste afgevaardigden (artikelen 73 tot 79).

Hoofdstuk IV. Bepaling geldend voor de verantwoordelijke leiders, hun vaste gemachtigden en de vaste afgevaardigden (artikel 82).

Hoofdstuk V. De overige vakbondsafgevaardigden (artikelen 80, 81, 83 en 84).

Hoofdstuk VI. Bepalingen geldend voor alle vakbondsafgevaardigden (artikelen 85 tot 87).

Artikel 71.

Artikel 18 van de wet definieert zelf de vakbondsafgevaardigden. Het zijn de "vakbondsafgevaardigden (die) hun activiteit in de overheidsdiensten (uitoefenen)".

Hetzelfde artikel bepaalt :

- dat de Koning de regelen die voor die vakbondsafgevaardigden gelden, stelt;

- dat Hij de administratieve stand van de personeelsleden-afgevaardigden bepaalt, en onder meer de periodes van vakbondsopdracht die met diensttijd worden gelijkgesteld.

Het besluit behoeft dus niet te definiëren; het verduidelijkt door middel van een opsomming.

Wat 1° betreft, bevatten de in de artikelen 7 en 54 bedoelde lijsten een opsomming van de verantwoordelijke leiders, niet van de vakorganisaties.

De bepaling onder 8° is een overgangsbepaling, net zoals artikel 95 waarnaar ze verwijst. Ze moet hier dus vervallen. Reden te meer om aan het begin van artikel 71 niet te schrijven : "Voor de toepassing van artikel 18".

Artikel 82 (dat artikel 80 wordt).

Het zou logischer zijn dat die bepaling onmiddellijk zou volgen op artikel 79 van het ontwerp en zou staan onder hoofdstuk IV, "Bepaling geldend voor de verantwoordelijke leiders, hun vaste gemachtigden en de vaste afgevaardigden".

Artikel 85.

Op te merken valt dat de voorgestelde tekst, die inhoudelijk uiteraard niet van de tekst van het ontwerp mocht afwijken, niet voorziet in enige handeling die tot gevolg zou hebben dat de vakbondsafgevaardigde niet langer de genoemde prerogatieven zou mogen uitoefenen, noch in enige procedure

die een minimum aan waarborgen bij de besluitvorming eist, onder meer wat de eerbiediging van de rechten van de verdediging betreft. Die leemte zou wel eens oorzaak kunnen zijn van ernstige moeilijkheden bij de toepassing van de bepaling.

Artikel 86.

Hoewel voor dit artikel een tekst wordt voorgesteld die aan de bedoeling van de Regering beantwoordt, vraagt de Raad van State zich af of het herhalen, in èen verordeningstekst, van een regel die reeds in artikel 2, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1967 vervat is, niet meer nadelen dan voordelen biedt.

Het lijkt erop dat de Regering ermee kan volstaan in het verslag aan de Koning te preciseren dat de vakbondsafgevaardigden, zelfs als zij niet erkend zijn, voor de toepassing van de voormelde wet beschouwd moeten worden als vertegenwoordigers van het personeel die krachtens het ontworpen koninklijk besluit als zodanig door de overheid zijn erkend.

Artikelen 88 tot 90.

Met deze artikelen voert het ontwerp artikel 23, eerste lid, tweede volzin, van de wet uit daar de paritaire comités voor het gesubsidieerd officieel onderwijs nog niet opgericht zijn. Als die comités nog vóór de vaststelling van het ontwerp mochten worden opgericht, zouden die artikelen moeten vervallen.

Artikel 91.

Het zou meer in overeenstemming zijn met wat gebruikelijk is, in de inleidende volzin te schrijven : "... wordt

aangevuld met de volgende leden : ". Voorts zou het beter zijn de Nederlandse tekst van het ontworpen vijfde lid als volgt te redigeren :

"Tot de in het vierde lid bedoelde inrichtingen en instellingen behoren niet de overheidsdiensten op de personeelsleden waarvan de regeling ingevoerd bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel toepasselijk is verklaard".

Artikel 92.

Het zou meer in overeenstemming zijn met wat gebruikelijk is, het slot van de inleidende volzin op de volgende wijze te redigeren : "... wordt aangevuld met het volgende lid : ".

In het ontworpen derde lid schrijve men "De in het tweede lid bedoelde ..." in plaats van "De in het vorig lid bedoelde".

Wil men de chronologische volgorde in acht nemen, dan moet dit artikel na artikel 94 komen.

Artikel 93.

Het zou meer in overeenstemming zijn met wat gebruikelijk is, het einde van de inleidende volzin als volgt te redigeren : "... wordt aangevuld met het volgende lid : ".

In het ontworpen vierde lid moet men schrijven : "De raadpleging bedoeld in het eerste en in het tweede lid wordt vervangen ... ".

.../...

Artikel 97.

Het artikel, dat in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten een subcomité opricht, is geen slotbepaling maar een organieke bepaling die paragraaf 2 van artikel 18 behoort te worden.

Artikelen 95, 96 en 98 tot 110.

Wat die artikelen betreft, wordt de volgende volgorde voorgesteld :

1° de artikelen die een eerste toepassing of een voorlopige vrijstelling van toepassing betreffen en dus tijdelijke bepalingen maar geen eigenlijke overgangsbepalingen zijn :

- artikel 109 (voor artikel 18, § 2, ex-artikel 97 van het ontwerp),
- artikel 108 (voor de artikelen 51 en 53),
- artikel 96 (voor artikel 77);

2° de eigenlijke overgangsbepalingen, namelijk :

a) die welke de vroegere regeling zo lang als nodig is, handhaven (artikelen 99 tot 104 en 110),

b) die welke in het bijzonder de huidige prerogatieven van de vakorganisaties handhaven (artikelen 105 en 107),

c) die welke de prerogatieven van de leden van het personeel en van de niet-leden wegens hun vakbondsactiviteit handhaven (artikelen 106 en 95);

3° de geleidelijke inwerkingtreding (artikel 98), waarvoor de verwijzing naar een synoptische tabel wordt voorgesteld, welke tabel bijlage II zou vormen.

.../...

Artikel 111.

Daar artikel 111 de uitvoeringsbepaling en ook het laatste artikel is, is er kennelijk geen opheffingsbepaling. Men kan zich afvragen of geen uiterste datum bepaald moet worden voor de overgang, ook al is hij nog zo vernuftig georganiseerd, van de oude naar de nieuwe regeling, om er zeker van te zijn dat de oude regeling geen ongewenste sporen zal nalaten.

+

+ +

VOORSTEL VAN BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.-

In dit besluit wordt verstaan onder :

1° "de wet", de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de wetten van 20 juni 1975, 1 september 1980 en 19 juli 1983;

2° "personeelsleden", de personen op wie de bij de wet ingestelde regeling toepasselijk wordt verklaard;

3° "overheidsdiensten", de besturen, instellingen, inrichtingen, instellingen van openbaar nut en diensten, op de personeelsleden waarvan de bij de wet ingestelde regeling toepasselijk wordt verklaard;

4° "representativiteitsvoorwaarden", de in de artikelen 7 en 8 van de wet vermelde voorwaarden om als representatief te kunnen worden aangemerkt;

5° "representativiteitscriteria", de in artikel 8 van de wet bedoelde criteria inzake het ledental van de vakbonden;

6° "de Commissie", de in artikel 14 van de wet bedoelde commissie die de representativiteit onderzoekt.

.../...

Artikel 2.-

Behoudens uitdrukkelijke andersluidende bepaling wijst de benaming "bijzondere comités" zowel op de in artikel 4, § 1, 2°, van de wet bedoelde gewone bijzondere comités als op de in artikel 23, eerste lid, van de wet bedoelde afzonderlijke bijzondere comités.

Hoofdstuk II. - Toepassingsgebied van de bij de wet ingestelde regeling.

Artikel 3.-

§ 1. ...

Tweede lid.

Onder de leden van het in het eerste lid, 4°, bedoelde personeel zijn begrepen, de niet door middel van weddetoelagen bezoldigde leden van het personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs dat georganiseerd wordt door de in 4° opgesomde overheden en van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra die onder die overheden ressorteren.

§ 2. Totdat de in de onderwijswetgeving voor het gesubsidieerd officieel onderwijs bedoelde paritaire comités zijn opgericht, wordt de bij de wet ingestelde regeling toepasselijk verklaard op de leden van het vast, stagedoend, tijdelijk of hulppersoneel, zelfs al zijn zij bij arbeidsovereenkomst aangeworven, die door middel van weddetoelagen bezoldigd worden en behoren tot het gesubsidieerd officieel onderwijs, tot de inspectie van dat onderwijs of tot de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra.

Artikel 4.-

De bij de wet ingestelde regeling wordt niet toepasselijk verklaard op :

1° de aan de kabinetten van de ministers, van de staatssecretarissen, van de provinciegouverneurs en van de vice-gouverneur van Brabant verbonden personen, die buiten hun kabinetsfunctie niet behoren tot de in artikel 3 van dit besluit bedoelde personeelsleden;

2° de provinciegouverneur, de vice-gouverneur van Brabant, de provinciegriffiers, de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen;

3° de personeelsleden van vreemde nationaliteit die tewerkgesteld zijn in diplomatieke en consulaire posten;

4° de leden van het burgerpersoneel die in dienst van de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland bij contract naar Duits recht zijn aangeworven;

5° de adviserend geneesheren van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Artikel 5.-

§ 1. De onderhandeling, respectievelijk het overleg waarin de wet in artikel 2, §§ 1 en 2, en in artikel 11, § 1, voorziet, zijn niet vereist :

1° wanneer de te nemen maatregel betrekking heeft op de organisatie van 's lands veiligheid of defensie;

2° bij natuurrampen ... (zoals in 2° van het ontwerp);

3° bij rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötieën, in de zin van artikel 3, 5°, van titel XI van het decreet van 16 - 24 augustus 1790 betreffende de rechterlijke organisatie;

4° in de andere gevallen die na overleg met de vakbonden door latere koninklijke besluiten zullen worden bepaald.

§ 2. ... (zoals in het ontwerp).

Artikel 6.-

De maatregelen die na onderhandeling of overleg worden genomen, vermelden de datum van het protocol of van het met redenen omkleed advies welke respectievelijk bedoeld zijn in artikel 9 en in artikel 11, § 1, derde lid, van de wet.

TITEL II - VAKBONDSACTIVITEIT.

Hoofdstuk 1. - Wijze waarop de vakorganisaties erkend worden en ophouden erkend te zijn.

Artikel 7.-

§ 1. Erkend worden bij alle overheidsdiensten, de vakorganisaties die de beroepsbelangen van alle personeelsleden van die diensten behartigen, van het ogenblik af dat zij aan de voorzitter van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, bij een ter post aangetekende brief een afschrift van hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders hebben doen toekomen.

De vakorganisaties worden erkend bij die overheidsdiensten waartoe het personeel behoort waarvan zij de beroepsbelangen behartigen, van het ogenblik af dat zij bij een ter post aangetekende brief een afschrift van hun statuten, de lijst van hun verantwoordelijke leiders en de lijst van de overheidsdiensten en van de categorieën van personeel die tot hun statutaire werkingssfeer behoren, hebben doen toekomen :

a) aan de voorzitter van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten, wanneer het gaat om overheidsdiensten die onder een sectorcomité ressorteren;

b) aan de voorzitter van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, wanneer het gaat om diensten die onder een bijzonder comité ressorteren.

§ 2. Zodra de voorzitter die stukken heeft ontvangen, laat hij de benaming, het adres, het telefoonnummer en de werkingssfeer van iedere erkende vakorganisatie in het Belgisch Staatsblad bekendmaken.

.../...

De wijzigingen die aan die gegevens worden aangebracht, laat hij eveneens bekendmaken.

Artikel 8.-

§ 1. De erkenning van de vakorganisaties houdt op :

1° wanneer zij de wijzigingen die in hun statuten of in de lijst van hun verantwoordelijke leiders zijn aangebracht, niet binnen drie maanden ter kennis brengen van de bevoegde voorzitter;

2° wanneer zij de in artikel 78 bedoelde stortingen niet binnen de voorgeschreven termijnen uitvoeren.

§ 2. In het geval bedoeld in § 1, 1°, geschiedt de intrekking bij een met redenen omklede beslissing van de in artikel 7, § 1, bedoelde voorzitter. De vakorganisatie wordt vooraf verzocht een of meer van haar verantwoordelijke leiders uitleg te laten verschaffen.

In het geval bedoeld in paragraaf 1, 2°, geschiedt de intrekking overeenkomstig de in artikel 79 voorgeschreven procedure.

§ 3. Binnen tien dagen na de beslissing tot intrekking, wordt de vakorganisatie bij een ter post aangetekende brief ervan in kennis gesteld. De beslissing wordt bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

.../...

Hoofdstuk II. - De prerogatieven van de vakorganisaties.

Artikel 9.-

De erkende vakorganisaties oefenen hun prerogatieven uit in de overheidsdiensten waarbij zij erkend zijn en enkel voor het personeel waarvan zij de beroepsbelangen behartigen.

De representatieve vakorganisaties die in een algemeen comité zitting hebben, oefenen hun prerogatieven uit in het gebied van dat comité.

De representatieve vakorganisaties die geen zitting hebben in een algemeen comité, oefenen hun prerogatieven uit in het gebied van de onderhandelingscomités waarin zij zitting hebben.

Artikel 10.-

Het personeelslid dat vraagt door zijn vakorganisatie ter zijde te worden gestaan, is desalniettemin verplicht de verklaringen die zijn hiërarchische meerderen dringend menen te moeten afnemen, onmiddellijk af te leggen.

Artikel 11.-

De berichten van de vakorganisaties worden in de lokalen van de diensten van welker personeel die organisaties de beroepsbelangen behartigen, eerst aangeplakt nadat ze geviseerd zijn door de daartoe door de overheid aangewezen ambtenaar.

.../...

Het visum wordt onmiddellijk verleend. Het mag alleen worden geweigerd wanneer het bericht de waardigheid van personen, instellingen of andere vakorganisaties aantast of feiten bevat die door de bevoegde overheid als vertrouwelijk worden beschouwd.

De berichten worden aangeplakt op goed zichtbare plaatsen die van te voren door de overheid zijn aangewezen.

Artikel 12.-

De vakorganisaties ontvangen op hun verzoek en tegen de kostprijs, de documentatie van algemene aard die verband houdt met het ten aanzien van het personeel dat zij vertegenwoordigen gevoerde beleid, met uitsluiting van de stukken waarvan alleen ter plaatse inzage kan worden genomen.

Artikel 13.-

De bevoegde overheid bepaalt in gemeen overleg met de betrokken representatieve vakorganisaties de dagen en de uren waarop zij in de dienstlokalen de bondsbijdragen mogen innen.

Artikel 14.-

Iedere representatieve vakorganisatie heeft het recht om zich door een afgevaardigde te laten vertegenwoordigen in de examencommissie van elk examen of vergelijkend examen voor de werving van leden van het door haar vertegenwoordigde personeel, alsook in de examencommissie van elk vergelijkend examen, van elke proef of van elk examen voor de leden van dat personeel georganiseerd.

.../...

De afgevaardigde moet zich onthouden van iedere bemoeiing met het normale verloop van het vergelijkend examen, van de proef of van het examen. Hij mag aan de beraadslaging van de examencommissie niet deelnemen noch een afschrift van de notulen van de verrichtingen ontvangen, maar mag zijn opmerkingen in de notulen of in een bijlage doen aantekenen".

Artikel 15.-

De representatieve vakorganisaties mogen vergaderingen beleggen in de lokalen van de administratie, zelfs tijdens de diensturen. Plaats, dag en uur van die vergaderingen worden in gemeen overleg met de bevoegde overheid bepaald.

.....

Artikel 16.-

Het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten, bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van de wet, wordt opgericht bij de Dienst van Algemeen Bestuur. De Minister van Openbaar Ambt is er voorzitter van. De Minister van Begroting is er ondervoorzitter van.

Artikel 17.-

§ 1. ... (zie advies).

.../...

§ 2. In het comité bedoeld in paragraaf 1, worden twee afdelingen opgericht :

1° een afdeling voor alle in artikel 3, § 1, 4°, bedoelde personeelsleden;

2° een afdeling voor alle in artikel 3, § 2, bedoelde personeelsleden.

Het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap van de in het eerste lid, 1°, bedoelde afdeling worden waargenomen door de in paragraaf 1 bedoelde ministers. Deze van de in het eerste lid, 2°, bedoelde afdeling worden waargenomen door de Ministers van Onderwijs.

§ 3. De in artikel 7 van de wet bedoelde vakorganisaties hebben zitting in de afdelingen bedoeld in paragraaf 2.

Artikel 18.-

§ 1. Het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van de wet, wordt opgericht bij de Diensten van de Eerste Minister. De Eerste Minister is er voorzitter van. De Minister van Openbaar Ambt en de Minister van Binnenlandse Zaken zijn er ondervoorzitters van.

§ 2. In het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten wordt een subcomité opgericht dat tot taak heeft :

1° het uitbrengen van de in de artikelen 76 en 79 voorgeschreven adviezen;

.../...

2° het uitbrengen, op verzoek van een overheid of van een vakorganisatie van adviezen over individuele geschillen omtrent de toepassing van de bij de wet ingevoerde regeling;

3° het uitwerken, op verzoek van een overheid of van een vakorganisatie, van de algemene richtlijnen voor de toepassing van die regeling, inzonderheid wat betreft :

- de prerogatieven van de vakorganisaties,
- het optreden van de vakbondsafgevaardigden in de overheidsdiensten,
- de werking van de onderhandelings- en overlegcomités.

De in artikel 7 van de wet bedoelde vakorganisaties zijn in het subcomité vertegenwoordigd. De Eerste Minister bepaalt de samenstelling van de afvaardiging van de overheid overeenkomstig de bepalingen omtrent de samenstelling van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten.

Het reglement van orde van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten regelt ook de werking van het subcomité.

Artikel 19.-

Er worden sectorcomités opgericht waarvan de benaming, het voorzitterschap, in voorkomend geval het ondervoorzitterschap, en het gebied overeenkomstig bijlage I worden bepaald.

.../...

Artikel 20.-

§ 1. ... (zie advies).

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde bijzondere comités zijn niet bevoegd voor de in artikel 3, § 2, bedoelde personeelsleden.

.....

Artikel 21.-

§ 1. ... (zoals in het ontwerp).

§ 2. ... (eerste lid zoals in het ontwerp).

Tweede lid. De leden van de afvaardiging van de overheid worden door de voorzitter van ieder comité gekozen uit de personen die, uit welken hoofde ook, bevoegd zijn om de betrokken openbare overheden te verbinden.

... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 22.-

Noch de afwezigheid van een of meer regelmatig opgeroepen leden van de afvaardiging van de overheid, noch die van een of meer regelmatig opgeroepen afvaardigingen van vakorganisaties, maakt de onderhandelingen ongeldig.

Artikel 23 (zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 24.-

§ 1. De voorzitter stelt de dagorde op rekening houdende met de in artikel 23 bedoelde initiatieven; hij bepaalt de datum van de vergaderingen na de vakorganisaties te hebben gehoord. Hij leidt de debatten en handhaaft de orde in de vergaderingen.

§ 2. De dagorde vermeldt de termijn binnen welke de onderhandelingen moeten worden beëindigd.

Artikel 25.-

... (zie advies).

Vierde lid.

Na het verstrijken van de overeenkomstig dit artikel vastgestelde termijn is de onderhandeling ten einde en maakt de voorzitter het in artikel 30 bedoelde ontwerp van protocol op.

... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 26.-

De voorzitter waakt over de goede werking van het comité en wijst de secretaris ervan aan alsmede de administratieve dienst die het secretariaat organiseert.

Artikel 27.-

De oproepingen met de dagorde worden door de secretaris ten minste tien werkdagen voor de datum van de vergadering toegezonden aan de leden van de afvaardiging van de overheid en aan de vakorganisaties.

.../...

In dringende gevallen, waarover de voorzitter oordeelt, kan deze termijn worden verminderd tot drie werkdagen, zonder dat zulks noodzakelijkerwijze de toepassing van artikel 25, derde lid, tot gevolg heeft.

Bij elke oproeping wordt de documentatie gevoegd die voor de onderhandeling nodig is.

Artikel 28.-

Aan het begin van de vergadering heeft iedere afvaardiging het recht nieuwe punten op de dagorde te laten plaatsen.

In de loop van de vergadering kan een afvaardiging wijzigingen in de dagorde voorstellen. Deze moeten, willen zij doorgang vinden, door de aanwezige afvaardigingen eenparig worden aangenomen.

Artikel 29. ... (zie advies).

Artikel 30.-

De voorzitter maakt het ontwerp van protocol op overeenkomstig artikel 9 van de wet en legt het, binnen vijftien dagen na de beëindiging van de onderhandeling, voor akkoord voor aan de andere leden van de overheidsafvaardiging en aan de vakorganisaties.

De voorzitter kan evenwel op voorstel van een afvaardiging en na de andere betrokken afvaardigingen binnen de voormelde termijn van vijftien dagen gehoord te hebben, die termijn wijzigen.

.../...

Wordt geen tekstwijziging voorgesteld dan wordt het ontwerp de definitieve tekst van het protocol.

In het tegenovergestelde geval worden de opmerkingen onderzocht tijdens een volgende vergadering. Aan de hand van dat onderzoek stelt de voorzitter de definitieve tekst van het protocol op. Een afschrift ervan wordt toegezonden aan de leden van de afvaardigingen en aan de vakorganisaties.

De voorzitter verzoekt de leden van de afvaardigingen en de vakorganisaties die het protocol wensen te ondertekenen, dat te doen binnen de termijn die hij, na overleg met de betrokken vakorganisaties, bepaalt.

Artikel 31. ... (zie advies).

Artikel 32.-

Het reglement van orde van elk comité regelt de gevallen waarin dit besluit niet voorziet.

Het reglement van orde van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten regelt de werking van de in het comité opgerichte afdelingen.

Artikel 33.-

De werkingskosten van ieder comité en van iedere afdeling komen ten laste van het bestuur of van de publiekrechtelijke persoon waarvan de voorzitter van het comité de leiding heeft.

.....

.../...

Artikel 34.-

Er wordt een hoog overlegcomité opgericht in het gebied van elk sectorcomité voor het geheel van de overheidsdiensten die onder dat comité ressorteren.

Elke Minister richt voor de diensten die tot het gebied van een sectorcomité behoren en onder zijn gezag of toezicht staan, basisoverlegcomités op waarvan hij het gebied bepaalt. Hij kan voor dezelfde diensten tussenoverlegcomités oprichten waarvan hij het gebied bepaalt.

Artikel 35.-

Er wordt een hoog overlegcomité opgericht in het gebied van elk bijzonder comité voor het geheel van de overheidsdiensten die onder dat comité ressorteren.

De voorzitter van elk hoog comité kan basis- en tussenoverlegcomités oprichten waarvan hij het gebied bepaalt.

Artikel 36.-

Het geheel van de gebieden van de basisoverlegcomités dient overeen te komen met het gebied van het hoog overlegcomité.

Het gebied van een tussenoverlegcomité dient overeen te komen met de gebieden van ten minste twee basisoverlegcomités.

Artikel 37. ... (zie advies).

.../...

Artikel 38.-

De voorstellen met betrekking tot de oprichting van basis- en tussenoverlegcomités en de vaststelling van hun gebied, maken het voorwerp uit van overleg in het hoog overlegcomité in het gebied waarvan ze worden opgericht.

Artikel 39.-

Alle bevoegdheden die in particuliere bedrijven opgedragen zijn aan de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen, worden uitgeoefend door de basisoverlegcomités of, bij ontstentenis daarvan, door de hoge overlegcomités.

De ministers die gezag of toezicht uitoefenen over de overheidsdiensten die behoren tot het gebied van een sectorcomité kunnen, na overleg in het betrokken hoog overlegcomité, de voormelde bevoegdheden geheel of gedeeltelijk aan een of meer tussenoverlegcomités toewijzen. De voorzitter van het hoog overlegcomité dat in het gebied van een bijzonder comité is opgericht, kan na overleg in zijn comité op dezelfde wijze handelen.

Artikel 40. ... (zie advies).

Artikel 41. ... (zoals in het ontwerp).

Artikel 42.-

§ 1. De voorzitter van een sectorcomité is voorzitter van het overeenkomstig hoog overlegcomité. Hij wijst

.../...

zijn plaatsvervanger, alsook de leden van de afvaardiging van de overheid en hun plaatsvervangers aan.

De betrokken ministers wijzen de voorzitters en leden van de afvaardiging van de overheid, alsook hun plaatsvervangers, in de basisoverlegcomités en in de tussenoverlegcomités aan.

§ 2. De voorzitter van een bijzonder comité is voorzitter van het overeenkomstig hoog overlegcomité. Hij wijst zijn plaatsvervanger, alsook de leden van de afvaardiging van de overheid en hun plaatsvervangers aan.

Daarenboven wijst hij de voorzitters en de leden van de afvaardiging van de overheid in de basisoverlegcomités en in de tussenoverlegcomités, alsook hun plaatsvervangers, aan.

§ 3. De voorzitter van het algemeen comité die een speciaal overlegcomité opricht, vertrouwt het voorzitterschap ervan toe aan de overheid die hij aanwijst en die, in voorkomend geval, een provinciegouverneur is.

Die voorzitter wijst op zijn beurt zijn plaatsvervanger, de leden van de afvaardiging van de overheid en hun plaatsvervangers aan.

§ 4. De leden van de afvaardiging van de overheid zijn personen die, uit welken hoofde ook, bevoegd zijn om de betrokken openbare overheden te verbinden of leden van het leidend personeel die in vast verband benoemd zijn en sedert ten minste een jaar tewerkgesteld zijn in een overheidsdienst die onder het betrokken overlegcomité ressorteert.

.../...

§ 5. Aan de afvaardiging van de overheid kunnen technici worden toegevoegd.

Artikel 43.-

De afvaardiging van elke vakorganisatie bestaat uit ten hoogste drie, door de organisatie vrij gekozen leden aan wie technici kunnen worden toegevoegd.

Artikel 44.-

In elk van de in artikel 39 bedoelde overlegcomités is het personeelslid dat met de leiding van de dienst voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen belast is, van rechtswege lid van de afvaardiging van de overheid voor de vergaderingen over aangelegenheden die in particuliere bedrijven opgedragen zijn aan de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen.

In elk speciaal overlegcomité wijst de voorzitter uit de personeelsleden welke met die leiding belast zijn, degene aan die van rechtswege lid is van de afvaardiging van de overheid.

.....

Artikel 45. ... (zoals in het ontwerp).

Artikel 46.-

Elke vakorganisatie die in een overlegcomité zitting heeft, kan de voorzitter schriftelijk vragen een aangelegenheid waarover overleg kan worden gepleegd op de dagorde te plaatsen.

.../...

De voorzitter kan om dwingende redenen weigeren een aangelegenheid op de dagorde te plaatsen. In dat geval moet hij binnen vijftien dagen na het verzenden van de aanvraag de redenen van zijn weigering ter kennis brengen van het comité en van de betrokken vakorganisatie.

Artikel 47.-

De artikelen 23 tot 28, 31, § 1, 32, eerste lid, en 33 zijn van overeenkomstige toepassing op de overlegcomités.

De artikelen 23, eerste lid, 24, eerste lid, en 28 zijn slechts toepasselijk op de comités die belast zijn met de bevoegdheden van de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen.

Artikel 48.-

(Zoals in het ontwerp, maar in het tweede lid, 2° en 3°, schrijve men :

"2° de naam van de aanwezige, en van de al of niet met kennisgeving afwezige leden van de afvaardiging van de overheid;

3° de benaming van de aanwezige en van de al of niet met kennisgeving afwezige vakorganisaties, alsmede de naam van de aanwezige en van de met kennisgeving afwezige leden van de afvaardigingen van die vakorganisaties;").

.../...

Artikel 49.-

§ 1. Een afschrift van de notulen wordt binnen vijftien dagen na de vergadering bij een ter post aangetekende brief gezonden aan de werkende en aan de plaatsvervangende leden van de overheidsafvaardiging en aan de betrokken vakorganisaties.

§ 2. De leden van de afvaardiging van de overheid en de vakorganisaties beschikken na de verzending van de notulen over een termijn van vijftien werkdagen om hun opmerkingen ter kennis te brengen van de voorzitter. De postdatum geldt als bewijs van de verzending.

De voorzitter kan evenwel op voorstel van een afvaardiging en na de andere betrokken afvaardigingen binnen de voormelde termijn van vijftien dagen gehoord te hebben, die termijn wijzigen.

Wordt binnen die termijn geen tekstwijziging voorgesteld, dan worden de notulen definitief.

De voorzitter legt op de eerstvolgende vergadering de vraag om rechtzetting aan het overlegcomité voor. Wordt geen overeenstemming bereikt, dan worden de uiteenlopende standpunten in de notulen aangetekend.

§ 3. Een afschrift van de notulen wordt aan de betrokken overheden gezonden.

Artikel 50.-

De redenen waarom de beslissing van een overheid afwijkt van het met redenen omkleed advies dat door het over-

legcomité is uitgebracht, worden binnen een maand medegedeeld aan de leden van de afvaardiging van de overheid en aan de vakorganisaties.

.....

Artikel 51 (Artikel 51 van het geamendeerde ontwerp).

Voor de toepassing van artikel 8 van de wet dient te worden verstaan :

1° onder "personeelsleden" :

a) wat de in artikel 3, § 1, 1° tot 3°, en § 2,bedoelde overheidsdiensten betreft : de personeelsleden die op de hierna gedefinieerde "refertedatum" tewerkgesteld zijn in het gebied van een comité dat voor een vakorganisatie alleen toegankelijk is nadat is nagegaan of zij aan de representativiteitscriteria voldoet, met uitzondering van de personen die in het kader van het derde arbeidscircuit of in een bijzonder tijdelijk kader zijn aangeworven;

b) wat de in artikel 3, § 1, 4°, bedoelde provinciale overheidsdiensten betreft : de personeelsleden voor wie, krachtens de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers, wegens hun werkelijke prestaties of een daarmee gelijkgestelde toestand, tijdens het tweede kwartaal van het refertejaar een bijdrage verschuldigd is aan het Bijzonder Kinderbijslagfonds voor de plaatselijke en gewestelijke overheidsdiensten;

.../...

c) wat de overige, in artikel 3, § 1, 4°, bedoelde overheidsdiensten betreft : de personeelsleden die op de refertedatum werkelijke prestaties leveren of verkeren in een toestand die met werkelijke prestaties is gelijkgesteld, mits deze krachtens de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers, aanleiding geven tot betaling, voor het tweede kwartaal van het refertejaar, van een bijdrage aan het Bijzonder Kinderbijslagfonds voor de plaatselijke en gewestelijke overheidsdiensten.

2° onder "personeelssterkte" : de gezamenlijke, in 1° gedefinieerde personeelsleden;

3° onder "bijdrageplichtig lid" : het personeelslid dat voor elke maand van de hierna gedefinieerde "referteperiode" waarin de "refertedatum" valt, de vakbondsbijdrage heeft betaald.

De "refertedatum" is 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin het begin van elke, in artikel 14, § 1, van de wet bedoelde periode van zes jaar valt of, in voorkomend geval, 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvraag tot tussentijdse controle, bedoeld in artikel 14, § 2, van de wet en in artikel 65 van dit besluit, is ingediend.

De "referteperiode" is de periode van zes maanden vanaf de eerste dag van de vierde maand van het jaar waarin de refertedatum valt.

.../...

De "vakbondsbijdrage" is die welke, voor de maand waarin de refertedatum valt, ten minste gelijk is aan 0,77 pct. van de geïndexeerde gewaarborgde maandelijkse brutobezoldiging, zoals zij van toepassing is op 1 juli van het jaar dat aan de refertedatum voorafgaat. Zij wordt berekend op basis van het laagste bedrag dat opgegeven is in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries. De uitkomst van die bewerking wordt tot op het lagere vijfvoud afgerond.

Artikel 52.-

De eerste van de in artikel 14, § 1, van de wet bedoelde periodes van zes jaar gaat in op (dag, maand, jaar).

.....

Artikel 53.-

Elke vakorganisatie die zitting wenst te hebben in een onderhandelingscomité, richt daartoe een aanvraag tot :

- de voorzitter van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, om tegelijk zitting te hebben in de drie algemene comités en in een of meer sectorcomités, in een of meer bijzondere comités, of in een of meer van beide;

- de voorzitter van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten, om zitting te hebben in een of meer sectorcomités;

.../...

- de voorzitter van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, om zitting te hebben in een of meer bijzondere comités.

De aanvraag wordt door een verantwoordelijk leider ondertekend en binnen dertig dagen na één van de in artikel 14, § 1, van de wet bedoelde periodes van zes jaar bij een ter post aangetekende brief verzonden.

Wordt de aanvraag te laat ingediend, dan komt de kandiderende organisatie niet in aanmerking voor het onderzoek naar haar representativiteit.

Artikel 54.-

Elke vakorganisatie aangesloten bij een in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde vakbond, die vraag zitting te mogen hebben in een onderhandelingscomité en zich niet heeft geschikt naar artikel 7 van dit besluit, voegt haar statuten en de lijst van haar verantwoordelijke leiders bij haar aanvraag.

Zij is verplicht de wijzigingen die in haar statuten en in de lijst van haar verantwoordelijke leiders mochten worden aangebracht, binnen drie maanden en bij een ter post aangetekende brief ter kennis te brengen van de voorzitter aan wie de aanvraag om zitting te mogen hebben in de algemene comités werd gericht.

Artikel 55.-

De voorzitter onderzoekt, binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag, of de vakorganisatie aan de representativiteitsvoorwaarden voldoet.

.../...

Zo ja, dan brengt hij zijn beslissing onmiddellijk ter kennis van de vakorganisatie.

Zo neen, of wanneer blijkt dat de verschafte gegevens hem niet in staat stellen te oordelen, dan deelt hij zijn bevindingen onverwijld aan de vakorganisatie mee en verzoekt hij haar binnen de door hem vastgestelde termijn van ten minste dertig dagen uitleg te verschaffen. Niet-naleving van die termijn heeft uitsluiting van de navolgende controles tot gevolg.

De voorzitter deelt zijn uiteindelijke beslissing binnen tien dagen na het verstrijken van die termijn mede.

De mededelingen aan de voorzitter en aan de vakorganisaties geschieden bij een ter post aangetekende brief.

Artikel 56.-

§ 1. Binnen tien dagen nadat de voorzitter heeft beslist over alle bij hem regelmatig ingediende verzoeken om zitting te hebben in de drie algemene comités, brengt hij de lijst van de vakorganisaties die voldoen aan de representativiteitsvoorwaarden ter kennis van de commissie.

Op die lijst staan de adressen en de telefoonnummers vermeld. De lijst en ook de wijzigingen die er later in worden aangebracht, worden door toedoen van de voorzitter in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt, tenzij die bekendmaking reeds is geschied overeenkomstig artikel 7, § 2.

§ 2. Binnen tien dagen nadat de voorzitter heeft beslist over alle regelmatig bij hem ingediende verzoeken om zit-

ting te hebben in een bepaald sectorcomité of bijzonder comité, brengt hij de lijst van de vakorganisaties die voldoen aan de representativiteitsvoorwaarden ter kennis van de commissie.

Artikel 57.-

Binnen zestig dagen na de in artikel 56, § 1, bedoelde bekendmaking verzoekt de voorzitter van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten de betrokken vakorganisaties te onderhandelen over de vaststelling van de in artikel 2, § 1, 1°, van de wet bedoelde grondregelingen.

Artikel 58.-

Om te bewijzen dat ze voldoen aan de representativiteitscriteria leggen de vakorganisaties aan de commissie, op haar verzoek, de daartoe noodzakelijke en door een verantwoordelijke leider voor echt verklaarde stukken voor.

De commissie ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 59.-

De overheden zijn gehouden de Commissie, binnen de door haar gestelde termijnen, alle inlichtingen te verschaffen die voor het vervullen van haar opdracht noodzakelijk zijn.

Artikel 60.-

De vakorganisaties zijn gehouden de Commissie, binnen de door haar gestelde termijnen en op straffe van uit-

.../...

sluiting van verdere tellingsverrichtingen, alle inlichtingen te verschaffen die voor het vervullen van haar opdracht noodzakelijk zijn.

Artikel 61.-

De Commissie verzoekt van bij de aanvang van haar controleverrichtingen iedere vakorganisatie een afgevaardigde aan te wijzen om de organisatie te vertegenwoordigen bij de controleverrichtingen die op haar betrekking hebben.

Artikel 62 (artikel 62, § 1, van het geamendeerde ontwerp).

Zodra de Commissie de lijst ontvangt van de vakorganisaties die vragen om in alle sectorcomités, in alle bijzondere comités of in zowel de ene als de andere zitting te hebben krachtens artikel 8, § 1, 1°, en § 2, 1°, van de wet, onderzoekt zij, zonder te wachten op de ontvangst van de in artikel 63 bedoelde lijsten, of de betrokken vakorganisaties voldoen aan de representativiteitscriteria die in de voormelde bepalingen van de wet zijn bedoeld.

De Commissie sluit dat onderzoek zo spoedig mogelijk af en uiterlijk binnen zes maanden nadat zij de in het eerste lid bedoelde lijst heeft ontvangen.

Binnen tien dagen na de afsluiting van dat onderzoek deelt de Commissie haar beslissing bij een ter post aangetekende brief mede aan de betrokken vakorganisaties alsmede aan de Minister van Openbaar Ambt of aan de Minister van Binnenlandse Zaken, naargelang het om sectorcomités of om bijzondere comités gaat.

.../...

Artikel 63 (artikel 62, § 2, van het geamendeerde ontwerp).

Zodra de Commissie een lijst ontvangt van de vakorganisaties die vragen om in een of meer bepaalde sectorcomités of in een of meer bepaalde bijzondere comités zitting te hebben krachtens artikel 8, § 1, 2°, of § 2, 2°, van de wet, onderzoekt zij, zonder te wachten op de lijsten voor andere sectorcomités of bijzondere comités, per onderhandelingscomité welke vakorganisaties voldoen aan de representativiteitscriteria die in de voormelde bepalingen van de wet zijn bedoeld.

De Commissie sluit ten aanzien van ieder onderhandelingscomité haar onderzoek zo spoedig mogelijk af, uiterlijk binnen zes maanden nadat zij de in het eerste lid bedoelde lijst heeft ontvangen.

Binnen tien dagen na de afsluiting van haar onderzoek betreffende een bepaald sectorcomité of bijzonder comité deelt de Commissie de volledige lijst van alle vakorganisaties die in dat comité zitting kunnen hebben mede :

1° aan de voorzitter van het betrokken onderhandelingscomité;

2° aan de betrokken vakorganisaties, bij een ter post aangetekende brief;

3° aan de Minister van Openbaar Ambt of aan de Minister van Binnenlandse Zaken, naargelang het om een sectorcomité of om een bijzonder comité gaat.

.../...

Artikel 64 (artikel 64 van het ontwerp).

De Eerste Minister kan om dwingende redenen en op een met redenen omkleed verzoek van de Commissie, de in de artikelen 62 en 63 gestelde termijnen van zes maanden verlengen ten aanzien van de onderhandelingscomités die hij aanwijst.

Artikel 65 (artikel 63 van het ontwerp).

De Minister van Openbaar Ambt of de Minister van Binnenlandse Zaken, naargelang het om een sectorcomité of om een bijzonder comité gaat, laat binnen tien dagen na ontvangst van de in artikel 63, derde lid, bedoelde kennisgeving de lijst van de representatieve vakorganisaties voor het betrokken onderhandelingscomité in het Belgisch Staatsblad bekendmaken.

.....

Artikel 66.-

De Commissie bestaat uit een voorzitter en twee leden die op de gezamenlijke voordracht van de Eerste Minister en van de Minister van Openbaar Ambt door de Koning worden benoemd uit de magistraten van de rechterlijke orde.

De leden moeten door hun diploma bewijzen dat zij het examen van doctor of van licentiaat in de rechten hebben afgelegd, het ene lid in het Nederlands, het andere in het Frans.

.../...

Artikel 67.-

De Eerste Minister stelt het personeel dat voor het vervullen van de opdracht van de Commissie nodig is, tot haar beschikking. Uit dat personeel wijst hij een secretaris en een adjunct-secretaris van een verschillende taalrol alsmede plaatsvervangers aan.

Artikel 68 (artikel 69, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 69.-

De leden van de Commissie komen in aanmerking voor de bepalingen inzake reis- en verblijfkosten die toepasselijk zijn op het personeel der ministeries, zoals ze vastgesteld zijn in

... (zoals in het ontwerp) ... .

Zij worden te dien einde gelijkgesteld met de ambtenaren van de rangen 15 tot 17.

Artikel 70.-

De Commissie zendt aan de vakorganisaties de stukken die zij hadden voorgelegd terug wanneer deze niet meer noodzakelijk zijn voor de uitoefening van haar controleopdracht.

.../...

TITEL VI - PERSONEN DIE DEELNEMEN AAN DE VAKBONDSACTIVITEIT.

Hoofdstuk I. - Opsomming van de vakbondsafgevaardigden.

Artikel 71.-

Vakbondsafgevaardigden zijn :

1° de verantwoordelijke leiders van een vakorganisatie die vermeld zijn op een van de lijsten bedoeld in de artikelen 7 en 54;

2° de vaste gemachtigden van die verantwoordelijke leiders;

3° de "vaste afgevaardigden", d.w.z. de personeelsleden die regelmatig en doorlopend de beroepsbelangen van het personeel behartigen en als zodanig erkend zijn en met verlof zijn gezonden;

4° de leden van de afvaardiging van een vakorganisatie die vertegenwoordigd is in een onderhandelings- of overlegcomité, alsook de technici van die afvaardiging;

5° de personen door een vakorganisatie aangewezen om in het bijzonder een of meer prerogatieven uit te oefenen welke krachtens de artikelen 16, 1°, 2° en 3° ,en 17, 1°, 2° en 3°, van de wet aan die organisatie zijn verleend;

6° de personeelsleden die deelnemen aan de werkzaamheden van de in een vakorganisatie opgerichte algemene commissies en comités.

7° de afgevaardigde van een vakorganisatie bij de Commissie.

Hoofdstuk II. - De verantwoordelijke leiders en hun vaste gemachtigden.

Artikel 72.-

De vakorganisaties zenden de lijst van de vaste gemachtigden van hun verantwoordelijke leiders, naar gelang van het geval, aan de voorzitter aan wie zij overeenkomstig artikel 7, de stukken met het oog op erkenning hebben gezonden of aan diegene tot wie zij, overeenkomstig artikel 54, een aanvraag om zitting te hebben in een algemeen comité hebben gericht.

Die voorzitter geeft aan de verantwoordelijke leiders en aan hun vaste gemachtigden een legitimatiekaart af, waarvan het model wordt bepaald door de Eerste Minister.

Mits de verantwoordelijke leiders en hun vaste gemachtigden in het bezit van hun kaart zijn, kunnen zij alle aan hun vakorganisatie toegekende prerogatieven uitoefenen.

Hoofdstuk III. - De vaste afgevaardigden.

Artikel 73.-

De erkenning van een personeelslid als vaste afgevaardigde moet door de overheid waaronder hij ressorteert op aanvraag van een verantwoordelijke leider van zijn vakorganisatie worden verleend.

Het verlenen van de erkenning kan echter om dwingende dienstredenen gedurende ten hoogste vier maanden worden uitgesteld.

Artikel 74 (artikel 76 van het ontwerp).-

De overheid of de in artikel 72 bedoelde voorzitter die een personeelslid als vaste afgevaardigde erkent, geeft

.../...

hem een legitimatiekaart af waarvan het model wordt bepaald door de Eerste Minister.

Mits de vaste afgevaardigde in het bezit van zijn kaart is, kan hij alle aan zijn vakorganisatie toegekende prerogatieven uitoefenen.

Artikel 75 (artikel 74 partim en artikel 75 partim).-

De erkenning kan slechts worden ingetrokken bij een met redenen omklede en enkel op gewichtige redenen gesteunde beslissing van de overheid die ze heeft verleend, nadat het betrokken personeelslid en een verantwoordelijke leider zijn gehoord.

De overheid brengt de beslissing ter kennis van het personeelslid, van diens hiërarchische meerdere en, bij een ter post aangetekende brief, van de belanghebbende vakorganisatie.

De beslissing heeft eerst uitwerking na het verstrijken van een termijn van tien dagen vanaf het tijdstip waarop de betrokken vakorganisatie de kennisgeving heeft ontvangen.

Binnen die termijn kan de organisatie bij een ter post aangetekende brief beroep instellen bij de voorzitter van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten of bij de voorzitter van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, naargelang het betrokken personeelslid deel uitmaakt van een overheidsdienst die tot het gebied van een sectorcomité behoort of tot een overheidsdienst die tot het gebied van een bijzonder comié behoort.

.../...

Artikel 76 (artikel 74 partim en artikel 75 partim van het ontwerp).—
De uiteindelijke beslissing wordt door de voorzitter genomen op advies van het subcomité dat in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten is opgericht.

De voorzitter brengt zijn beslissing ter kennis van het personeelslid, van diens hiërarchische meerdere en, bij een ter post aangetekende brief, van de belanghebbende vakorganisatie.

Artikel 77.—
§ 1. Zodra het personeelslid als vaste afgevaardigde is erkend, is het van rechtswege met vakbondsverlof.

Als zodanig is het niet onderworpen aan het hiërarchisch gezag. Het wordt niettemin geacht in actieve dienst te zijn. Het blijft onderworpen aan de bepalingen die zijn persoonlijke rechten in die stand regelen, inzonderheid zijn recht op wedde en op bevordering tot een hogere wedde en tot een hogere graad.

§ 2. Wordt de vaste afgevaardigde door een andere ambtenaar voorbijgegaan, dan verkrijgt hij in overtal, op zijn aanvraag en volgens de bepalingen van zijn statuut, een bevordering of enige andere soortgelijke verhoging in graad of in loopbaan, mits de volgende drie voorwaarden zijn vervuld :

1° de betrokkene is sedert ten minste twee jaar met vakbondsverlof in de hoedanigheid van vaste afgevaardigde;

2° de bevorderde ambtenaar behoort tot dezelfde taalgroep als

.../...

de betrokkene, of tot de andere taalgroep wanneer in dat geval een bijzondere bepaling een compensatiebevordering toestaat;

3° de bevorderde ambtenaar komt na de betrokkene :

- in de rangschikking naar anciënniteit, wanneer het gaat om twee rijksambtenaren of om twee personeelsleden van een instelling van openbaar nut waarop het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, toepassing vindt;

- in de rangschikking die met het oog op bevordering of enige andere soortgelijke verhoging in graad of in loopbaan is vastgesteld door de wet of door hun eigen statuut, wanneer het twee andere personeelsleden betreft.

De bevordering of enige andere soortgelijke verhoging in graad of in loopbaan wordt aan de vaste afgevaardigde toegekend op de datum van de bevordering naar aanleiding waarvan hij voorbij is gegaan. De eventuele ranginneming mag niet verder terugwerken dan tot aan die bevordering.

Aan de vakbondsafgevaardigde kan geen nieuwe bevordering wegens voorbijgang worden verleend binnen drie jaar na de vorige.

§ 3. Aan het vakbondsverlof van de vaste afgevaardigde wordt een einde gemaakt wanneer hij erom verzoekt, wanneer zijn vakorganisatie daartoe besluit of ook nog wanneer zijn erkenning overeenkomstig artikel 75 of artikel 76 wordt ingetrokken.

De vaste afgevaardigde die geen aanspraak heeft kunnen

maken op de toepassing van paragraaf 2 wordt aan het einde van zijn verlof opnieuw tewerkgesteld in de betrekking die of het ambt dat hij tevoren bekleedde.

De vaste afgevaardigde die aanspraak heeft kunnen maken op de toepassing van paragraaf 2 wordt tewerkgesteld in een vacant ambt of in een vacante betrekking die overeenstemmen met zijn graad en ten aanzien waarvan hij de voorwaarden vervult of, bij ontstentenis daarvan en totdat een dienstige vacature ontstaat, in het ambt of in de betrekking die vóór zijn verlof door hem werden bekleed.

Artikel 78.

Voor het einde van ieder kwartaal stort de vakorganisatie aan de overheid een som terug die gelijk is aan het totale bedrag van de bezoldigingen of weddetoelagen, vergoedingen en toelagen die gedurende het vorige kwartaal aan de vaste afgevaardigde werden betaald of te zijnen bate werden gestort.

Te dien einde deelt de overheid aan de vakorganisatie het te storten bedrag mede alsook de benaming en het nummer van de rekening waarop de storting dient te geschieden.

Artikel 79.

Indien de in artikel 78 bedoelde stortingen niet binnen de aldaar gestelde termijn zijn verricht, maant de overheid bij een ter post aangetekende brief de vakorganisatie aan de nodige stortingen binnen vijftien dagen te doen. Tegelijk verzoekt zij een verantwoordelijke leider binnen dezelfde termijn uitleg te verschaffen.

.../...

Is het gevolg dat aan de aanmaning gegeven is of de uitleg van de verantwoordelijke leider onvoldoende, dan stelt de overheid de voorzitter van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten daarvan in kennis. Deze trekt, op advies van het subcomité, de erkenning van alle vaste afgevaardigden van de betrokken vakorganisatie bij een met redenen omklede beslissing in en, wanneer het een overeenkomstig artikel 7 erkende vakorganisatie betreft, de erkenning van de vakorganisatie zelf.

Hoofdstuk IV. - Bepaling geldend voor de verantwoordelijke leiders, hun vaste gemachtigden en de vaste afgevaardigden.

Artikel 80 (artikel 82 van het ontwerp).-

De vakbondsafgevaardigde aan wie een legitimatiekaart is toegekend, zendt deze terug aan de overheid die ze hem had afgegeven, zodra zijn opdracht wordt beëindigd.

Hoofdstuk V. - De overige vakbondsafgevaardigden.

Artikel 81 (artikel 80 van het ontwerp).

§ 1. Een personeelslid - vakbondsafgevaardigde dat vooraf aan zijn hiërarchische meerdere een van een verantwoordelijke leider uitgaande persoonlijke occasionele oproeping of doorlopende opdracht voorlegt, verkrijgt van rechtswege, gedurende de daartoe benodigde tijd, vakbondsverlof om deel te nemen aan de werkzaamheden van de onderhandelings- en overlegcomités waaronder het ressorteert.

§ 2. Een personnelslid dat vooraf aan zijn hiërarchische meerdere een van de voorzitter van een onderhandelings- of overlegcomité uitgaande persoonlijke occasionele oproeping of doorlopende opdracht voorlegt, verkrijgt van

.../...

rechtswege, gedurende de daartoe benodigde tijd, vrijstelling van dienst om deel te nemen aan de werkzaamheden van dat comité.

§ 3. In de oproepingen en opdrachten bedoeld in de paragrafen 1 en 2 wordt het onderhandelings- of overlegcomité vermeld aan de werkzaamheden waarvan het personeelslid verzocht wordt deel te nemen. In de occasionele oproepingen worden bovendien de plaats, de dag en het uur van de vergaderingen vermeld.

De voorzitter van het betrokken onderhandelings- of overlegcomité ontvangt door toedoen van de hiërarchische meerdere een afschrift van de oproepingen en opdrachten. Hij deelt hem de naam mede van de voormelde personeelsleden die van de vergaderingen wegblijven.

Artikel 82 (artikel 83 van het ontwerp).

De personeelsleden die vooraf aan hun hiërarchische meerdere een van een verantwoordelijke leider uitgaande persoonlijke oproeping voorleggen, verkrijgen van rechtswege, gedurende de daartoe benodigde tijd, vakbondsverlof om deel te nemen aan de werkzaamheden van de in de vakorganisatie opgerichte algemene commissies en comités.

Artikel 83 (artikel 81 van het ontwerp).

§ 1. Een personeelslid verkrijgt van rechtswege de nodige vrijstelling van dienst voor het uitoefenen van een van de prerogatieven die opgesomd zijn in de artikelen 16, 1° tot 3°, en 17, 1° tot 3°, van de wet, op voorwaarde dat het vooraf aan zijn hiërarchische meerdere een van een verantwoordelijke leider uitgaande persoonlijke opdracht of machtiging voorlegt.

.../...

Die prerogatieven kunnen door het personeelslid slechts worden uitgeoefend in het gebied van het sectorcomité of van het bijzonder comité waartoe het behoort.

§ 2. Alle andere personen dan die welke bedoeld zijn in paragraaf 1 kunnen de in die paragraaf bedoelde prerogatieven uitoefenen op voorwaarde dat zij vooraf een van een verantwoordelijke leider uitgaande persoonlijke opdracht of machtiging voorleggen.

Artikel 84.

De personeelsleden verkrijgen op voorafgaand verzoek aan de bevoegde overheid, behalve bij volstrekte onverenigbaarheid met de behoeften van de dienst, vrijstelling van dienst om deel te nemen aan de vergaderingen die de representatieve organisaties in de lokalen beleggen.

Hoofdstuk VI. - Bepalingen geldend voor alle vakbondsafgevaardigden.

Artikel 85.

De vakbondsafgevaardigden mogen geen ruchtbaarheid geven aan feiten of stukken die door de bevoegde overheid als vertrouwelijk zijn aangemerkt.

De schending van deze regel heeft tot gevolg :

1° dat de vakbondsafgevaardigde de in de artikelen 16 en 17 van de wet opgesomde prerogatieven niet meer mag uitoefenen;

.../...

2° dat, wanneer het om een vaste afgevaardigde gaat, de erkenning overeenkomstig de artikelen 75 en 76 wordt ingetrokken en hij in actieve dienst wordt teruggeroepen.

Artikel 86.

Het personeelslid dat vakbondsafgevaardigde is wordt tijdens de duur van zijn verlof of van zijn vrijstelling van dienst in de zin van deze titel en met het oog op de uitoefening van zijn vakbondsopdracht, wat de toepassing van de wetgeving inzake de arbeidsongevallen en de ongevallen op de weg naar en van het werk betreft, geacht zich te bevinden op de plaats waar het zijn functies uitoefent.

Artikel 87.

De bepalingen betreffende :

1° de tuchtregeling en de tuchtstraffen,

2° de schorsing in het belang van de dienst,

3° het ontslag van ambtswege,

4° de afdanking,

mogen niet worden toegepast op de vakbondsafgevaardigden voor de handelingen die zij in die hoedanigheid verrichten en die rechtstreeks verband houden met de door hen uitgeoefende prerogatieven.

Die handelingen mogen geen invloed hebben op het opstellen of het wijzigen van hun beoordeling, van enige andere waardebepaling of van enig ander gelijkwaardig rapport.

.../...

TITEL VII - ONDERHANDELINGEN EN OVERLEG IN HET GESUBSIDIEERD OFFICIEEL ONDERWIJS.

Artikel 88.-

Een afzonderlijk bijzonder comité wordt bij elke inrichtende macht van het gesubsidieerd officieel onderwijs ingesteld voor het in artikel 3, § 2, bedoelde personeel dat eronder ressorteert.

Het wordt voorgezeten door de voorzitter van het bij de inrichtende macht ingestelde bijzonder comité.

Artikel 89.

Een overlegcomité wordt opgericht in het gebied van ieder afzonderlijk bijzonder comité.

Artikel 90.

De artikelen 21 tot 30, 31, § 1, 32, eerste lid, en 33 zijn van overeenkomstige toepassing op de afzonderlijke bijzondere comités.

De artikelen 35, 36, 37, eerste lid, 38 tot 41, 42, §§ 2 tot 5, en 43 tot 50 zijn van overeenkomstige toepassing op de overlegcomités bedoeld in artikel 89.

De secretaris van ieder afzonderlijk bijzonder comité zendt een afschrift van de protocollen aan het secretariaat-generaal van het Ministerie van Onderwijs of van het "Ministère de l'Education nationale".

Artikelen 91 tot 93 (zie advies).

.../...

Artikel 94.-

...

In de Raad hebben zitting de afgevaardigden die aangewezen zijn door de vakorganisaties die zitting hebben in het comité ... (voorts zoals in het ontwerp).

Hoofdstuk II. - Overgangs- en slotbepalingen.

Afdeling 1. Tijdelijke bepalingen.

Artikel 95 (artikel 109 van het ontwerp).-

Het bij de artikelen 76 en 79 voorgeschreven advies is niet vereist zolang de bepalingen van dit besluit die betrekking hebben op de oprichting, die samenstelling en de werking van het in artikel 18, § 2, bedoelde subcomité niet in werking zijn getreden.

Artikel 96 (artikel 108 van het ontwerp).-

§ 1. Met het oog op de eerste toepassing van artikel 51, eerste lid, 3°, dient onder "bijdrageplichtig lid" te worden verstaan het personeelslid dat de vakbondsbijdrage heeft betaald voor de maand waarin de "refertedatum" valt.

Met het oog op de eerste toepassing van artikel 51, vierde lid, moet aan de voorwaarde inzake de minimale vakbondsbijdrage zijn voldaan tijdens de vierde maand volgend op die waarin dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Met het oog op de eerste toepassing van artikel 53, tweede lid, neemt de termijn van dertig dagen een aanvang vanaf de datum van inwerkingtreding van dit artikel.

.../...

Artikel 97.

De in artikel 77, § 2, voorgeschreven termijnen van twee jaar en van drie jaar worden, in voorkomend geval, bij de eerste toepassing van die bepalingen op het betrokken personeelslid, met inachtneming van het vakbondsverlof dat het als vaste vakbondsafgevaardigde heeft verkregen, berekend overeenkomstig het statuut dat op de datum van inwerktreding van dit artikel op hem toepasselijk was.

Afdeling 2. Handhaving van de vroegere regeling bij wijze van overgangsmaatregel.

Artikel 98.

(Tekst van artikel 99 van het ontwerp, zonder vermelding van "§ 1", daar er geen paragraaf 2 is).

Artikel 99 (artikel 100 van het ontwerp).

De bepalingen van de vroegere syndicale statuten met betrekking tot vakbondsoverleg inzake in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet bedoelde aangelegenheden waarover overeenkomstig de wet en dit besluit in de algemene comités dient te worden onderhandeld, blijven van toepassing tot op de negenentwintigste dag na de datum waarop de in artikel 56, § 1, bedoelde lijkst in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, en in ieder geval tot de datum waarop het koninklijk besluit tot definiëring van de grondregelingen inzake die aangelegenheden in werking treedt.

Artikel 100 (artikel 101 van het ontwerp).

De bepalingen van de vroegere syndicale statuten met betrekking tot vakbondsoverleg inzake andere aangelegenheden

.../...

dan die welke in artikel 99 bedoeld zijn en waarover overeenkomstig de wet en dit besluit in de algemene comités dient te worden onderhandeld, blijven van toepassing tot op de eerste in artikel 99 bedoelde datum.

Artikel 101 (artikel 102 van het ontwerp).-

De bepalingen van de vroegere syndicale statuten met betrekking tot vakbondsoverleg inzake aangelegenheden waarover overeenkomstig de wet en dit besluit in sectorcomités of in bijzondere comités onderhandeld dient te worden of waarover overleg dient te worden gepleegd, blijven van toepassing tot op de negenentwintigste dag na de datum waarop de in artikel 63 bedoelde lijst voor dat comité in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt en in ieder geval tot de datum waarop het koninklijk besluit tot definiëring van de in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet bedoelde grondregelingen in werking treedt.

Artikel 102 (artikel 103 in het ontwerp).-

De bepalingen van de vroegere syndicale statuten met betrekking tot de sociale diensten blijven toepasselijk tot op de datum of data die bij koninklijk besluit zullen worden vastgesteld.

Artikel 103 (artikel 104 van het ontwerp).

Zolang de toepassing van de artikelen 99 tot 102 het vereist, blijven de vakorganisaties en hun afgevaardigden overworpen aan de bepalingen van de vroegere syndicale statuten die de werking van de in die artikelen bedoelde organen voor vakbondsoverleg en sociale diensten mogelijk maken.

.../...

Artikel 104 (artikel 110 van het ontwerp).

De sommen die krachtens artikel 41 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten of krachtens enige andere gelijkaardige wets- of verordeningsbepaling door de vakorganisaties verschuldigd zijn, moeten worden betaald binnen de bij die bepalingen gestelde termijn.

Bij niet-naleving van het eerste lid wordt artikel 79 toegepast.

Afdeling 3. Overgangsbepaling ten gunste van de vakorganisaties.

Artikel 105.

De vakorganisatie die op de datum waarop deze bepaling in werking treedt, op basis van de vroegere syndicale statuten is erkend, behoudt die erkenning alsook de eraan verbonden prerogatieven tot op de datum waarop de in artikel 56, § 1, bedoelde lijst in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, mits die organisatie binnen de maand volgend op die waarin dit besluit in het Belgische Staatsblad wordt bekendgemaakt, zich naar artikel 7, § 1, schikt of een regelmatige aanvraag om in een onderhandelingscomité zitting te hebben, indient.

Artikel 106 (artikel 107 van het ontwerp).

§ 1. De vakorganisatie die op de datum waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt op grond van één van de hierna volgende bepalingen prerogatieven

.../...

geniet, oefent deze verder uit zolang die bepalingen niet uitdrukkelijk worden gewijzigd of opgeheven :
... (zoals in 1° tot 8° van het ontwerp).

De vakorganisatie die op de datum waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, prerogatieven geniet op grond van haar vertegenwoordiging in raden van beroep, comités voor de vaststelling van de examenprogramma's, comités voor de bevordering van het onthaal en de vorming van het personeel, beroepscommissies inzake verlof, disponibiliteit en afwezigheden, opgericht krachtens analoge maar andere dan de in het eerste lid genoemde bepalingen, oefent deze verder uit totdat de samenstelling van die raden, commissies en comités aangepast is aan de in de wet bedoelde representativiteitsvoorwaarden en -criteria.

De andere dan de in het eerste en in het tweede lid bedoelde verordeningsbepalingen die aan een vakorganisatie andere dan de bij de wet en bij dit besluit toegekende prerogatieven verlenen, houden op uitwerking te hebben zes maanden na de datum waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

§ 2. De bijzondere bepalingen die het statuut van de vertegenwoordigers van een in paragraaf 1 bedoelde vakorganisatie regelen, blijven van toepassing zolang ze niet uitdrukkelijk worden gewijzigd of opgeheven.

§ 3. Tot ze uitdrukkelijk gewijzigd of opgeheven worden, blijven onverminderd van toepassing :

1° de bepalingen inzake de vertegenwoordiging van de vakorganisaties in de examencommissies, zoals zij bepaald is bij :

.../...

(opsomming van artikel 107, § 3, 1°, van het ontwerp, met dien verstande dat men in de Nederlandse tekst "examencommissies" zou moeten schrijven).

2° de koninklijke besluiten van 16 december 1981 betreffende het syndicaal verlof in het gesubsidieerd onderwijs, en betreffende het syndicaal verlof in de gesubsidieerde psychomedisch-sociale centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering, voor zover ze betrekking hebben op de raden en de commissies die opgericht zijn door andere wets- of verordeningsbepalingen dan de vroegere syndicale statuten.

Afdeling 4. Overgangsbepalingen voor de personeelsleden van de besturen en voor de personen die daar niet toe behoren.

Artikel 107 (artikel 106 van het ontwerp).

§ 1. De personeelsleden kunnen op grond van de vroegere syndicale statuten en binnen de erin bepaalde grenzen deelnemen aan de vergaderingen van werkgroepen, commissies en comités die in een vakorganisatie opgericht zijn, mits die organisatie voldoet aan hetgeen in artikel 105 is bepaald.

Deze regeling geldt tot de datum waarop de in artikel 56, § 1, bedoelde lijst in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

§ 2. Onverminderd artikel 104 blijft het personeelslid dat op grond van de vroegere syndicale statuten met verlof is om als afgevaardigde van een vakorganisatie de beroepsbelangen van het personeel permanent, regelmatig en doorlopend te behartigen, onderworpen aan de regelen van die statuten, mits zijn vakorganisatie voldoet aan hetgeen

in artikel 105 is bepaald en op voorwaarde dat uiterlijk vijftien dagen na de in paragraaf 1 bedoelde datum, te zijnen aanzien een regelmatige aanvraag tot erkenning in de zin van artikel 73 is ingediend.

Deze bepaling houdt voor elk van de betrokken personeelsleden op uitwerking te hebben op het ogenblik dat de erkenningsprocedure wat hem betreft volledig afgehandeld is.

§ 3. Andere personen dan die welke bedoeld zijn in de paragrafen 1 en 2 kunnen op grond van de vroegere syndicale statuten opdrachten en mandaten uitoefenen namens een vakorganisatie die voldoet aan hetgeen in artikel 105 bepaald is. Deze regeling geldt tot de in paragraaf 1 bedoelde datum.

Artikel 108 (artikel 95 van het ontwerp).-

De personen die op de datum van inwerkingtreding van deze bepaling als leden die het personeel vertegenwoordigen of als regelmatige kandidaten voor de verkiezingen, de bij de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen ingestelde bescherming genieten, behouden die bescherming in hun hoedanigheid van vakbondsafgevaardigde gedurende de in die wet bepaalde periodes.

Afdeling 5. Inwerkingtreding.

Artikel 109 (artikel 98 van het ontwerp).

De artikelen van de wet, artikel 13 uitgezonderd, en

.../...

de artikelen van dit besluit treden, overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel II, in werking op de navolgende data :

1° de eerste dag van de maand volgend op die waarin dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt;

2° de dag waarop de in artikel 56, § 1, bedoelde lijst van de vakorganisaties die voldoen aan de representativiteitsvoorwaarden om in de drie algemene comités zitting te hebben, in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt;

3° de dag waarop de in artikel 65 bedoelde lijst van de representatieve vakorganisaties die voldoen aan de representativiteitsvoorwaarden om in een sectorcomité of in een bijzonder comité zitting te hebben, in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt;

4° de dertigste dag na de in 2° bepaalde datum;

5° de dertigste dag na de in 3° bepaalde datum.

Artikel 110 (artikel 111 van het ontwerp).-

... (zoals in het ontwerp).

.../...

B I J L A G E I.

(bijlage bij het ontwerp, onder de nrs. XIII tot XV).

B I J L A G E II.

Inwerkingtreding van de wet en van het besluit.

A. Herhaling van de data.

(a) De eerste dag van de maand volgend op die waarin het besluit wordt bekendgemaakt.

(b) De dag waarop de in artikel 56, § 1, van het besluit bedoelde lijst wordt bekendgemaakt.

(c) De dag waarop de in artikel 65 van het besluit bedoelde lijst wordt bekendgemaakt.

(d) De dertigste dag na de datum "b".

(e) De dertigste dag na de datum "c".

.../...

B. Inwerkingtreding van de wet.

Artikelen.

	a	-	-	-	-
r & 2	-	-	-	d (3) (4)	e (6) (7)
3	a	-	-	-	-
8	a	-	-	-	-
	-	-	-	d (3)	e (6) (7)
	a	-	-	-	-
r & 2	-	-	-	-	e
3	a	-	-	-	-
	a	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
15	a	-	-	-	-
	-	b	-	-	-
	-	b (1)	c (2)	-	-
	-	b	-	-	-
1°	-	-	-	-	e
2°	a	-	-	-	-
3°	-	-	-	d (3) (5)	e (6) (7)
4°	-	-	-	d (3)	e (6) (7)
	-	b	-	-	-
3	a	-	-	-	-

(1) Wat betreft de vakorganisaties die in de algemene comités zitting hebben.

(2) Wat betreft de vakorganisaties die niet in de algemene comités zitting hebben, en alleen in het gebied van het betrokken onderhandelingscomité.

(3) Alleen wat betreft de algemene comités.

(4) De verplichting om te onderhandelen over een aangelegenheid bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet bestaat echter alleen op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot definiëring van de grondregelingen.

(5) Voor zover dit artikel op onderhandeling betrekking heeft.

(6) Wat betreft de sectorcomités, de bijzondere comités en de overlegcomités.

(7) Niet vroeger dan op de datum waarop het koninklijk besluit tot definiëring van de grondregelingen in werking treedt.

.../...

C. Inwerkingtreding van het besluit.

Artikelen.

1 à 4	a	-	-	-	-
5, 6	-	-	-	d (11) (12)	e (13) (14
7, 8	a (8)	-	-	-	-
al. 1er	-	b	-	-	-
al.2 & 3	-	b (9)	c (10)	-	-
0 à 12	-	b	-	-	-
3 à 15	-	b (9)	c (10)	-	-
6 à 21	a	-	-	-	-
22	-	-	-	d (12)	e (13) (14
3, 24	a	-	-	-	-
25	-	-	-	d (12)	e (13) (14
6, 27	a	-	-	-	-
8 à 32	-	-	-	d (12)	e (13) (14
3 à 47	a	-	-	-	-
8 à 50	-	-	-	-	e (14)
1 à 70	a	-	-	-	-
1 à 80	-	b	-	-	-
81	-	-	-	d (11) (12)	e (13) (14
2, 83	-	b	-	-	-
84	-	-	-	d (12)	e (13) (14
5 à 87	-	b	-	-	-
8 à 90	a	-	-	-	-
91	-	-	-	-	e (14)
92	a	-	-	-	-
93	-	-	-	d (11) (12)	e (13) (14
94	-	-	-	d (12)	e (13) (14
95	-	b	-	-	-
96	a	-	-	-	-
97	-	b	-	-	-
8 à 103	a	-	-	-	-
104	-	b	-	-	-
5 à 107	a	-	-	-	-
108	-	-	-	-	e (14)

(8) Dezelfde dag laat de Eerste Minister in het Belgisch Staatsblad een bericht bekendmaken waarbij de vakorganisaties worden verzocht zich te gedragen naar hetgeen in artikel 7, § 1, van het besluit is bepaald.

(9) Wat betreft de vakorganisaties die in de algemene comités zitting hebben.

.../...

(vervolg van de voetnoten bij tabel C)

(10) Wat betreft de vakorganisaties die niet in de algemene comités zitting hebben.

(11) Voor zover die artikelen op onderhandeling betrekking hebben.

(12) Alleen wat betreft de algemene comités.

(13) Wat betreft de sectorcomités, de bijzondere comités en de overlegcomités.

(14) Niet vroeger dan op de datum waarop het koninklijk besluit tot definiëring van de grondregelingen in werking treedt.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...

VAN KONINGSWEGE,

De Eerste Minister (enz.)

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.